

30 juin

Les pertes humaines américaines du mois de juin 2006 dans le cadre de l'Opération *Iraqi Freedom* s'élèvent à 61 militaires tués (67 en mai; *graphique 1*), ce qui porte leur cumul depuis mars 2003 à 2534 (*graphique 2*) et établit sur 40 mois la moyenne des pertes humaines mensuelles à 63,3.

Les engins explosifs de fabrication artisanal (IEDs pour *Improvised Explosive Devices*) causent 32 des 61 décès (52,5%, *graphique 3*) en juin 2006, ce qui porte le cumul des militaires américains tués par IEDs depuis mars 2003 à 855 (33,7% du total).

Le nombre des blessés s'élève à X (403 en mai), ce qui porte le cumul des blessés depuis mars 2003 à X et établit sur 40 mois la moyenne des blessés mensuels à X.

Les quatre provinces sunnites d'Anbar, de Bagdad, de Salahaddin et de Nineveh restent les plus létales: elles représentent 42% de la population mais comptent 78,3% des pertes militaires américaines, 35,8% des pertes militaires américaines pour la seule province d'Anbar (*graphique 4*).

Le groupe indépendant [Iraq Body Count](#) évalue entre 38 761 et 43 189 le nombre de civils irakiens tués depuis le déclenchement de l'OIF en mars 2003.

Les pertes humaines américaines de juin 2006 dans le cadre de l'Opération *Enduring Freedom* s'élèvent à 18 militaires tués (11 en mai 2006), ce qui porte leur cumul à 332 depuis octobre 2001, tandis que le nombre des blessés est de 29, ce qui élève leur cumul à 747.

(Source: [Iraq Coalition Casualties](#))



Le commandant de la milice arabe chiite de l'Armée du Mahdi, le leader religieux Moqtada **AL-SADR**, rejette le **Plan de Réconciliation Nationale (PRN) présenté le 25 juin 2006 par le premier ministre irakien Nouri Kamal AL-MALIKI** devant le Conseil des Représentants au motif qu'aucun calendrier n'est fixé pour le retrait des troupes de la Force Multinationale du théâtre d'opérations irakien.

Les principales dispositions de ce PRN en 24 points inspiré de l'expérience post-apartheid en Afrique du sud sont les suivantes:

1. l'offre d'une amnistie individuelle aux insurgés qui n'ont pas commis d'actes criminels, d'actes terroristes ou des "crimes contre l'humanité" contre le peuple irakien, des commissions devant statuer sur le caractère amnistiable des prisonniers; sont exclus d'intégration au processus politique deux types de groupes insurgés:
 - o les saddamistes d'origine irakienne: noyau dur des loyalistes du régime baasiste qui veulent saper la transition politique pour se réappropriier le pouvoir et restaurer l'ancien régime
 - o et les djihadistes d'origine étrangère: individus appartenant à -- ou se réclamant de -- al-Qaida qui espèrent créer en Irak un califat qui serve de pas de tir à l'instauration d'un califat panislamique
2. le démantèlement des milices communautaires qui n'ont "aucun rôle à jouer dans les affaires politiques" et la subordination des responsables militaires aux autorités civiles
3. la re-baassification limitée de la société irakienne (révision de l'Ordre n°1 de l'Autorité Provisoire de la Coalition -- la dé-baassification -- en date du 16 mai 2003)
4. la volonté d'établir un calendrier pour le transfert de la responsabilité de la sécurité des troupes de la Force Multinationale en Irak aux forces de sécurité irakiennes
5. l'offre de compensations aux familles des civils irakiens tués ou indûment détenus voire lésés par les troupes de la Force Multinationale en Irak (cette compensation doit prendre en compte le préjudice de carrière subi par les fonctionnaires à cause de l'Ordre de dé-baassification susmentionné)
6. plus généralement, l'amélioration des conditions de vie de la population irakienne

Le PRN avait déjà suscité plusieurs types d'opposition:

1. d'abord des Irakiens qui s'interrogent sur les modalités pratiques de sa mise en oeuvre
2. ensuite des radicaux de l'Alliance Irakienne Unie -- à laquelle M. AL-MALIKI appartient -- qui rejettent l'amnistie des meurtriers d'Irakiens arabes chiïtes
3. enfin des parlementaires américains qui s'opposent à l'amnistie des responsables de la mort de militaires américains

Dans un enregistrement audio de 19 minutes produit par *As-Sahab* (la branche de production d'al-Qaida) et diffusé sur l'Internet, le commandant de l'organisation terroriste al-Qaida, Oussama **BEN LADEN, fait l'éloge de l'action, du martyr et du legs de l'ancien commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie, le Jordanien Abou Moussab AL-ZARKAOUI, dont il souhaite capter l'héritage.**

En contrepartie d'un serment d'allégeance en date du 17 octobre 2004, Abou Moussab AL-ZARKAOUI avait été adoubé le 27 décembre 2004 par Oussama BEN LADEN "émir d'al-Qaida dans le pays des deux rivières". Il s'agissait d'une stratégie gagnant-gagnant puisque celui-là offrait à celui-ci une visibilité sur le théâtre irakien, allongeait sa portée géographique et popularisait une avant-garde en un mouvement tandis que le second revêtait le premier de sa légitimité, le démarquait du commun des insurgés en Irak et lui offrait l'accès à ses réseaux de financement -- tout en gérant sa brève ascension au sein de la hiérarchie du djihad global.

Dans son quatrième enregistrement depuis janvier 2006, M. BEN LADEN estime que l'élimination le 7 juin 2006 d'AL-ZARKAOUI -- "brave chevalier" et "lion du djihad" qui a su "résister aux tyrans" et incarner "la signification de l'honneur et de la fierté" -- lègue un modèle d'action pour les musulmans en général et les moudjahidin en particulier. D'autant qu'il nie l'accusation selon laquelle AL-ZARKAOUI aurait fait du terrorisme discriminé contre la communauté arabe sunnite d'Irak sa principale stratégie (c'est-à-dire des Irakiens arabes chiïtes la cible même de son activité terroriste) depuis une déclaration de guerre totale contre les *rafidha* (terme sunnite péjoratif -- signifiant rejectionnistes et renégats -- pour désigner les chiïtes) le 14 septembre 2005: ce dernier aurait au contraire reçu les "instructions expresses" de cibler les seuls forces occupantes ainsi que leurs collaborateurs mais d'épargner les individus "neutres". Le numéro un d'al-Qaida exige au demeurant du "pharaon" (le président George W. BUSH) qu'il rapatrie la dépouille d'AL-ZARKAOUI auprès de sa famille en Jordanie pour qu'il y soit inhumé.

La problématique de la solubilité du terrorisme indiscriminé dans la mobilisation des masses musulmanes avait pourtant opposé à maintes reprises le savant Ayman AL-ZAWAHIRI, numéro deux d'al-Qaida, au charismatique Abou Moussab AL-ZARKAOUI, le premier craignant que les moyens employés par le second ne sapent la légitimité des fins poursuivies. Dans une lettre en date du 9 juillet 2005 publiée par la *Central Intelligence Agency* le 11 octobre 2005, AL-ZAWAHIRI avertit AL-ZARKAOUI que les attaques indiscriminées contre les civils -- *a fortiori* la guerre déclarée contre les Chiïtes -- et les exécutions d'otages mises en scènes et enregistrées risquent d'aliéner les masses musulmanes et de miner la cause plus large embrassée par le djihadisme. Une autre de leurs divergences résidait dans la volonté d'AL-ZARKAOUI de se contenter dans un premier temps du succès révolutionnaire dans un seul pays, l'Irak, puis de renverser la monarchie hachémite de Jordanie et, enfin, livrer la guerre contre l'Etat d'Israël. M. BEN LADEN promet enfin la continuation des attaques contre les Etats-Unis et leurs alliés afin d'éroder graduellement les forces matérielles et morales occidentales, et ce en vue d'une nouvelle victoire des moudjahidin analogue, selon lui, au précédent somalien de 1993.

Au cours d'une vidéoconférence en direct de Bagdad, le colonel de l'U.S. Army Jeffrey J. SNOW soutient que l'augmentation du volume de l'activité insurgée dans Bagdad en dépit de l'Opération *Together Forward* s'explique précisément par la communication dont l'opération fait l'objet et la réaction subséquente des insurgés ([Jeffrey J. SNOW, DoD News Briefing with Col Snow from Iraq, 30 juin 2006](#)).

Déclenchée par le premier ministre irakien Nouri Kamal AL-MALIKI le 14 juin 2006, l'Opération "en avant ensemble" (*Amaliya Ma'an ila Al-Amam*) est une opération conjointe américano-irakienne de



contre-insurrection/terrorisme et d'aide humanitaire mobilisant dans la capitale épiceutre insurrectionnel 26 000 militaires et 23 000 policiers irakiens ainsi que 7 200 militaires de la Force Multinationale en Irak en vue de "restaurer la sécurité et l'Etat de droit".

Ses principales mesures sont:

1. la multiplication des checkpoints
2. l'instauration d'un couvre-feu de 21h à 6h
3. et l'application stricte de l'interdiction du port d'arme

29 juin

Réunis à Moscou pour préparer le sommet du G-8 qui se tiendra à St Pétersbourg les 15-17 juillet 2006 -- en fait pour s'entretenir principalement de la non prolifération des armes de destruction massive en général, de la crise nucléaire iranienne en particulier --, **les ministres des Affaires étrangères des Etats membres du G-8 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, Italie et Russie) regrettent que l'Iran n'ait pas encore accepté le paquet de mesures élaboré par l'UE-3 et l'avertissent qu'une réponse "claire et constructive" est attendue au plus tard le 5 juillet 2006**, lors de la rencontre entre le négociateur en chef iranien, Ali LARIJANI, et le Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune, Javier SOLANA ([Condoleezza RICE, Remarks With Foreign Ministers at the G-8 Ministerial, 29 juin 2006](#)).

De son côté, M. LARIJANI qualifie de "propagande irréaliste et flagrante" les dates butoirs que le "P-5+1" (cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies plus l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3) s'efforce d'imposer.

Le paquet de mesures incitatives et dissuasives élaboré par l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne au nom de l'Union européenne) a été approuvé par les Etats-Unis, la Chine et la Russie le 1er juin puis formellement présenté au gouvernement iranien le 6 juin par M. SOLANA.

A condition que l'Iran suspende de manière "immédiate", "complète" et "vérifiable" (Condoleezza RICE, discours du 31 mai 2006) ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires, les principales mesures incitatives que contient l'offre du "P-5+1" sont (importance décroissante):

1. la participation des Etats-Unis à des discussions multilatérales avec l'Iran sur son programme nucléaire
2. des assurances en matière de technologie nucléaire civile (pacifique), notamment une coopération nucléaire civile avec les Etats-Unis, la fourniture d'un réacteur nucléaire à eau légère par l'UE et la garantie de l'approvisionnement en combustible nucléaire
3. une densification des relations commerciales et financières
4. le soutien de la candidature iranienne à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
5. et la levée des embargos partiels américains frappant certains biens à destination de l'Iran, notamment en matière aéronautique ou de systèmes d'alerte précoce des tremblements de terre

Découlant du référé immédiat devant le CSNU qui suivrait un refus iranien, les principales mesures dissuasives que contient l'offre du "P-5+1" sont:

1. un double embargo, sur l'exportation de certains biens et l'importation d'autres biens (matériels / technologies utiles pour l'exécution d'un programme nucléaire, armes)
2. le gel des avoirs des organisations et individus impliqués dans le programme nucléaire
3. la suspension de la coopération technique qu'assure l'Agence Internationale de l'Energie Atomique
4. le gel des contacts bilatéraux
5. l'interdiction de visas et de voyages pour les décideurs iraniens
6. et l'ajournement de la promesse faire à l'Iran d'une intégration prochaine au sein de l'OMC

Cinq principales positions sont réaffirmées à l'occasion de la réunion préparatoire:

1. la volonté de lutter contre la prolifération balistique nord-coréenne (dans le cadre plus large de la non prolifération des armes de destruction massive)
2. le soutien au Quartette (Etats-Unis, Russie, Union européenne et ONU) pour le règlement du conflit israélo-palestinien
3. le soutien au nouveau "gouvernement permanent" irakien investi le 20 mai 2006
4. l'impératif pour la communauté internationale de tenir les engagements souscrits lors de la Conférence de Londres sur l'Afghanistan

5. et le maintien des pourparlers directs entre la Serbie et sa province autonomiste du Kosovo

Alléguant les coûts -- matériels et humains -- de la contribution à l'Opération *Iraqi Freedom*, le premier ministre roumain Calin **TARICEANU** **annonce le retrait des 890 militaires roumains mobilisés au sein de la Force Multinationale en Irak d'ici fin 2006.**

Rendu public après consultation préalable des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, le plan de M. TARICEANU doit encore être approuvé par le Conseil suprême de défense puis le parlement.

Le président George W. **BUSH** **reçoit le premier ministre japonais Junichiro KOIZUMI trois mois avant le terme de ses fonctions** (septembre 2006), lequel pourrait augurer plusieurs changements (recentrage asiatique de la politique étrangère nippone, posture multilatérale accrue et moindre coopération bilatérale) en dépit de la permanence des fondements du renforcement récent des coopérations bilatérales de sécurité (menace terroriste, proliférations balistique et nucléaire nord-coréenne, modernisation militaire de l'Armée de Libération Populaire chinoise).

M. KOIZUMI s'est efforcé dans l'exercice de sa charge de faire correspondre l'influence diplomatico-stratégique (*hard power*) du Japon à sa puissance économique actuelle (*soft power*, l'économie japonaise étant la seconde après les Etats-Unis) et d'unilatéraliser le traditionnel multilatéralisme nippon d'après-guerre.

Quatre postures reflètent la volonté du Japon de devenir une puissance politique éventuellement militaire:

1. d'abord l'interprétation extensive de la Constitution pacifiste de 1947 (article 9) dans le sens d'un élargissement géographique et matériel des missions des Forces d'Auto-Défense (emploi des Forces d'Auto-Défense dans l'après-guerre froide, notamment les Forces Terrestres d'Auto-Défense pour des missions non-combattantes de reconstruction au Cambodge en 1991, en Irak depuis 2003)
2. ensuite l'augmentation du budget de la Défense
3. puis l'intégration aux programmes américains de défense anti-missile balistique
4. et enfin la candidature pour un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies (le Japon contribue pour 20% du budget de l'ONU)

Avant puis à l'issue de son entretien avec M. KOIZUMI, le président George W. BUSH évoque les dossiers qui ont fait ou font toujours l'objet d'une coopération bilatérale ([George W. BUSH, President Bush Welcomes Japanese Prime Minister Koizumi in an Arrival Ceremony on the South Lawn, 29 juin 2006](#); [George W. BUSH, President Bush and Japanese Prime Minister Koizumi Participate in a Joint Press Availability, 29 juin 2006](#)):

1. la contribution des Forces d'Auto-Défense nippones à la Force Multinationale en Irak
2. la crainte que la Corée du nord ne teste un missile à longue portée Taepodong-2 (missile de 35 mètres dont la portée est comprise entre 3 500 et 6 000 km) depuis le site de lancement de Musudan-ri dans le nord-est du pays
3. les *Six-Party Talks* (deux Corées, Chine, Etats-Unis, Japon et Russie) sur le programme nucléaire nord-coréen, lesquels -- quoique interrompus depuis novembre 2005 -- ont vocation à "encourager la Corée du nord à devenir un membre responsable de la communauté internationale"
4. la *Proliferation Security Initiative* (PSI, signée le 31 mai 2003)
5. le cycle de négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce dit de Doha
6. la protection de l'environnement et du climat

En revanche, plusieurs dossiers irritants sont largement éclipsés:

1. d'abord le positionnement nippon dans la crise nucléaire iranienne, le Japon adoptant une position plus souple que les Etats-Unis pour trois raisons: sa tradition de *soft-power* multilatéral, sa volonté d'enraciner un rôle actif au Moyen-Orient et sa dépendance relative (en dépit de la quête de fournisseurs alternatifs) à l'égard des importations pétrolières en provenance de l'Iran (15% du total des importations pétrolières)



2. ensuite la problématique du nationalisme nippon que réchauffe chacune des visites de M. KOIZUMI au mausolée de Yasukuni (lequel comprend, parmi les morts pour la patrie pendant la Seconde guerre mondiale, plusieurs criminels de guerre japonais) et qui dégrade les relations bilatérales entre le Japon d'un côté, la Chine et les deux Corées de l'autre
3. enfin la réouverture du marché japonais à la viande de boeuf américaine

28 juin

Considérant à l'occasion d'un entretien accordé à l'agence de presse Reuters (la veille de la réunion des ministres des Affaires étrangères des Etats membres du G-8 qui sera consacrée à cette thématique) que l'Iran ne saurait se voir interdire "ce que les autres pays dans le monde font en conformité avec la norme internationale", le ministre allemand de la Défense, Franz Josef **JUNG**, **estime que l'Iran devrait être autorisé à enrichir de l'uranium à des fins civiles sur son sol sous la surveillance rapprochée des inspecteurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).**

L'AIEA qualifie la démarche de "réaliste, judicieuse et raisonnable" en vue d'une solution négociée de la crise nucléaire iranienne.

Au nom de huit groupes insurgés arabes sunnites et en accord avec trois autres groupes secondaires (au total 11 groupes insurgés), **le commandant des Brigades de la Révolution de 1920 (Kata'ib Thawrat al-Ishreen) conditionne l'arrêt immédiat des activités insurgées** à cinq conditions:

1. la fixation d'un calendrier échelonné sur deux années pour le retrait des forces américaines mobilisées sur le théâtre d'opérations irakien
2. la cessation des opérations militaires conduites conjointement par les troupes irakiennes et celles de la Force Multinationale en Irak contre les forces insurgées
3. l'indemnisation des pertes -- humaines et matérielles -- causées par les troupes irakiennes et celles de la Force Multinationale en Irak
4. la réintégration des fonctionnaires ex-baasistes évincés de la fonction publique irakienne consécutivement à l'Ordre n°1 de l'Autorité Provisoire de la Coalition en date du 16 mai 2003 et intitulé "Débaassification de la société civile"
5. la réintégration des officiers ex-baasistes évincés de l'armée irakienne consécutivement à l'Ordre n°2 de l'Autorité Provisoire de la Coalition en date du 23 mai 2003 et intitulé "Dissolution des Entités"

Apparues le 16 juillet 2003, les Brigades de la Révolution de 1920 sont le bras armé de l'Association des Oulémas Musulmans. Récusant l'idéologie baasiste pour lui préférer le néo-baasisme, leur objectif de "pratiquer le djihad jusqu'à la libération et la victoire" (déclaration du 13 février 2006). Les Brigades furent dirigées par Hatim AL-ZAMBA'I, arrêté le 2 janvier 2005. Elles sont depuis commandées par Muthana AL-DHARI et s'illustrèrent par l'attaque du siège de la chaîne de télévision al-Arabiya à Bagdad en octobre 2005.

Contrairement aux autres organisations djihadistes, les Brigades de la Révolution de 1920 rejettent le terrorisme indiscriminé en refusant de cibler les lieux publics (principalement ceux où se trouvent des Musulmans) ainsi que les infrastructures pétrolières et affirment leur autonomie en déclinant l'allégeance au Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak.

Les sept autres groupes insurgés arabes sunnites au nom desquels le commandement des Brigades de la Révolution de 1920 conditionne l'arrêt des activités insurgées sont:

1. les Héros de l'Irak
2. le Groupe du Neuf Avril
3. les Brigades al-Fateh
4. les Brigades al-Mukhtar
5. les Brigades de Salahaddin
6. l'Armée des Moudjahidin
7. et les Brigades du Commandement Général des Forces Armées

Le conseiller irakien pour la sécurité nationale, Mowaffaq AL-RUBAIE, annonce que le responsable de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie dans la province de Salahaddin, Iraqi Haitham AL-

BADRI, est le planificateur du dynamitage du mausolée chiite de Sâmarra (22 février 2006) à la suite duquel l'augmentation du volume des violences entre communautés ethno-confessionnelles a fait redouter un temps le basculement du conflit à la guerre civile intercommunautaire. Celui qui commandait alors une cellule comprenant sept autres individus (quatre Saoudiens, deux Irakiens et un Tunisien) a été blessé lors d'un combat armé avec les troupes irakiennes et celles de la Force Multinationale en Irak au nord de Bagdad, à Dhuluiya.

Après Islamabad, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE effectue une étape en Afghanistan pour s'entretenir de la guerre globale contre le terrorisme avec le président Hamid KARZAI et favoriser la coopération contre-terroriste entre le Pakistan, l'Afghanistan et les Etats-Unis (via un mécanisme trilatéral aux deux niveaux tactique et stratégique)**. Ce déplacement intervient alors que la panne de l'Etat afghan, la violence insurgée croissante, la corruption endémique et le trafic de drogue -- plus généralement la perception d'une absence de progrès depuis 2004 -- corrodent le soutien de l'opinion publique au président M. KARZAI.

L'échec de M. MOUCHARRAF à éradiquer la présence des Taliban et des terroristes de type al-Qaida dans les provinces tribales majoritairement pachtounes situées à la frontière afghano-pakistanaise nourrit en Afghanistan la suspicion qu'une aide est fournie par les services de renseignement pakistanais (ISI pour *Inter-Services Intelligence*) aux anciens membres du régime taliban pro-pakistanaï qui conduisent l'insurrection taliban contre le gouvernement afghan du président Hamid KARZAI (notamment l'autorisation d'établir des sanctuaires dans l'espace pakistano-afghan). Lors d'une conférence de presse le 22 juin 2006, M. KARZAI a par exemple insisté sur les "facteurs étrangers" responsables de la violence sur le théâtre d'opération afghan. Cette défiance entrave la coopération bilatérale transfrontalière.

Au cours d'une conférence de presse en route pour Islamabad, Mme RICE n'en a pas moins ([Condoleezza RICE, Briefing En Route to Islamabad, Pakistan, 26 juin 2006](#)):

1. réaffirmé le soutien simultané des Etats-Unis à la fois au président pakistanais Pervez MOUCHARRAF et au président afghan Hamid KARZAI:
 1. M. MOUCHARRAF est engagé à éloigner le Pakistan de "l'extrémisme" pour le "mettre sur la voie de la modération" (Mme RICE souligne toutefois que la communauté internationale attend la tenue d'une élection présidentielle "démocratique, libre et équitable" en 2007)
 2. M. KARZAI est un dirigeant "extraordinaire" qui est parvenu en quatre ans à ériger son pays à une "position honorable au sein de la communauté internationale" et que les Etats-Unis veulent soutenir "pleinement"
2. et relativisé l'importance de l'augmentation du volume de l'activité insurgée d'origine taliban en Afghanistan en déniaut au groupe le soutien de la population locale, c'est-à-dire la faculté de convertir sa capacité de nuisance militaire en ressources politiques pour devenir un "mouvement politique"

A l'issue de son entretien avec le président KARZAI et le commandement de la Force Conjointe en Afghanistan (CFC-A pour *Combined Force Command--Afghanistan*), Mme RICE souligne que "l'ennemi commun" terroriste n'effacera pas les "gains démocratiques" réalisés par le peuple afghan depuis la chute du régime taliban (2001) et rappelle l'engagement fort et à long terme que les Etats-Unis ont souscrits aux côtés de l'Afghanistan ([Condoleezza RICE, Remarks With Afghan President Hamid Karzai After Their Meeting, 28 juin 2006](#)). Elle précise notamment que l'augmentation des fonds alloués à la reconstruction doit être accompagnée du passage du macro- vers le micro-financement.

27 juin

Le chef du Commandement de la transition de sécurité (qui relève de la Force Multinationale en Irak: 4 000 militaires responsables de l'organisation, la formation, l'équipement et du soutien des forces de sécurité irakiennes), le lieutenant général Martin E. **DEMPSEY, annonce que l'armée et la police irakiennes seront pleinement formées et théoriquement opérationnelles d'ici fin 2006** en dépit d'une autonomie encore imparfaite qu'il impute au déficit d'officiers qualifiés et au manque d'infrastructures opérationnelles -- notamment celles pour l'approvisionnement en carburant et munitions ([Martin DEMPSEY, DoD News Briefing with Lt. Gen. Dempsey from the Pentagon, 27 juin 2006](#)).

Le lieutenant DEMPSEY estime par ailleurs que la solution à la problématique des milices ou groupes armés illégaux implique:

1. de négocier avec les leaders religieux qui généralement les commandent
2. et d'offrir aux miliciens l'opportunité d'intégrer individuellement l'un des services de sécurité du gouvernement irakien

Le secrétaire général de la Ligue arabe (22 Etats membres), Amr **MOUSSA**, **exhorte les Etats-Unis à se réengager activement dans la résolution du conflit israélo-palestinien en jouant à nouveau un rôle d'"honnête courtier"**.

M. MOUSSA allègue deux arguments à l'appui de sa demande. La résolution du conflit:

1. stabiliserait le Moyen-Orient
2. et réapprécierait l'image des Etats-Unis dans la région, laquelle y apparaît particulièrement dégradée par les politiques menées depuis 2001 (soutien quasi-inconditionnel à l'Etat d'Israël, intervention militaire en Irak, etc.)

A l'occasion de son discours biennuel devant le corps diplomatique, le président russe Vladimir **POUTINE exhorte les Etats-Unis à renégocier le traité bilatéral américano-russe START I** (*Strategic Arms Reduction Treaty I*), lequel expire le 5 décembre 2009, afin de moderniser "l'architecture de sécurité globale". M. POUTINE insiste également sur le respect mutuel entre les deux pays qui doit équilibrer leur relation.

Etant données les capacités respectives des deux pays, la Russie perçoit des opportunités de gains en prolongeant le moyen de surveiller les programmes capacitaires de recherche et développement américains tandis que les Etats-Unis considèrent en revanche qu'un traité de type START I limite dorénavant leur avance relative.

Signé le 31 juillet 1991, ratifié par le Sénat le 1er octobre 1992 puis entré en vigueur le 5 décembre 1994, le START I vise la réduction des armes offensives stratégiques en fixant plusieurs limites en-deçà desquelles les Etats signataires doivent ramener leurs arsenaux (nombre d'ogives nucléaires, de vecteurs balistiques, de vecteurs intercontinentaux, etc.) et en imposant un régime de vérification intrusif. Les réductions réalisées à la date du 5 décembre 2001 représentent environ 35% des arsenaux pré-conventionnels (6 000 ogives).

A la suite de la prolifération nucléaire horizontale qui résulta du démembrement de l'URSS, le Protocole de Lisbonne annexé au START I (signé le 23 mai 1992) a encadré la dénucléarisation de la Biélorussie, de Kazakhstan et de l'Ukraine.

Afin de prolonger la réduction des armements offensifs stratégiques (et non tactiques), les Etats-Unis et la Russie ont signé le SORT (*Strategic Offensive Reduction Treaty* ou traité de Moscou) le 24 mai 2002, lequel prévoit la réduction (simple démantèlement et non destruction) du nombre d'ogives nucléaires stratégiques de 6 000 à 1 700-2 200 d'ici 2012.

S'il vérifie que l'un des principaux facteurs ventilant le soutien de l'opinion publique américaine à la décision puis à la conduite de l'intervention en Irak reste l'identification partisane, le sondage Washington Post-ABC News Poll réalisé les 22-25 juin 2006 confirme une **remobilisation relative du soutien public à l'Opération Iraqi Freedom (OIF) depuis mai 2006**, laquelle s'explique par deux signaux positifs récents:

1. l'investiture du gouvernement irakien de M. Nouri Kamal AL-MALIKI le 20 mai 2006
2. et l'élimination du commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie, Abou Moussab AL-ZARKAOUI, le 7 juin 2006

Les personnes interrogées:

- dénie à 64% au président George W. BUSH (35% lui accordent) l'élaboration d'un plan pour la victoire en Irak (respectivement 65% et 34% le 15 mai 2006)
- désapprouvent à 62% (37% approuvent) la gestion de la situation en Irak par M. BUSH (respectivement 66% et 32% le 15 mai 2006)
- doutent à 59% (40% ont confiance) que le gouvernement irakien soit encore stable et démocratique dans un an (respectivement 60% et 40% le 15 mai 2006)

- jugent à 58% (contre 40%) que la guerre en Irak ne valait pas la peine d'être livrée au regard du *ratio* coûts/bénéfices (respectivement 62% et 37% le 15 mai 2006)
- s'opposent à 51% (contre 47% qui lui sont favorables -- 66% des démocrates mais 44% des indépendants et 28% des républicains) à une date butoir pour le retrait des troupes américaines mobilisées sur le théâtre d'opérations (respectivement 60% et 39% le 15 mai 2006)
- approuvent à 51% (47% désapprouvent) la gestion du dossier de la campagne contre le terrorisme par le président George W. BUSH (respectivement 53% et 43% le 15 mai 2006)
- pensent à 51% (48% ne le pensent pas) que l'OIF contribue à la sécurité à long terme des Etats-Unis (respectivement 48% et 51% le 15 mai 2006)
- estiment à 49% (contre 48%) qu'aucun progrès significatif n'est réalisé sur le terrain (respectivement 56% et 43% le 15 mai 2006)
- considèrent à 47% que le parti démocrate est le mieux à même de gérer la situation en Irak (contre 41% pour le parti républicain) mais inversement à 46% que le parti républicain est le mieux à même de gérer la campagne contre le terrorisme (contre 39% pour le parti démocrate)
- font de l'Irak le principal déterminant du vote -- devant l'économie -- pour les élections de mi-mandat de novembre 2006

26 juin

Avant Kaboul (28 juin) puis Moscou où elle doit participer à la réunion des ministres des Affaires étrangères des Etats membres du G-8 prévue le 29 juin (laquelle sera principalement consacrée au dossier nucléaire iranien), le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE effectue une étape au Pakistan pour s'entretenir de la guerre globale contre le terrorisme avec le président Pervez MOUCHARRAF et favoriser la coopération contre-terroriste entre le Pakistan, l'Afghanistan et les Etats-Unis (mécanisme trilatéral aux deux niveaux tactique et stratégique)** au moment où deux facteurs détériorent la relation bilatérale américano-pakistanaise ([Condoleezza RICE, Briefing En Route to Islamabad, Pakistan, 26 juin 2006](#))::



1. d'abord l'échec de M. MOUCHARRAF à éradiquer la présence des Taliban et des terroristes de type al-Qaïda dans les provinces tribales majoritairement pachtounes situées à la frontière pakistano-afghane et la suspicion d'une aide fournie par les services de renseignement pakistanais (ISI pour *Inter-Services Intelligence*) aux anciens membres du régime taliban pro-pakistanaï qui conduisent l'insurrection taliban contre le gouvernement afghan du président Hamid KARZAI (notamment l'autorisation d'établir des sanctuaires dans l'espace pakistano-afghan)
2. ensuite la perception pakistanaïse d'une inclination pro-indienne de la politique étrangère américaine consécutive à la signature d'un accord de coopération nucléaire civile entre les Etats-Unis et l'Inde le 2 mars 2006 (non encore ratifié par le Sénat)

A l'occasion d'une conférence de presse en route pour Islamabad, Mme RICE:

1. réaffirme le soutien simultané des Etats-Unis à la fois au président pakistanaï Pervez MOUCHARRAF et au président afghan Hamid KARZAI (nonobstant la relative mésentente entre les deux présidents qui se traduit par une faible coopération transfrontalière; notamment la critique par le second lors d'une conférence de presse le 22 juin 2006 des "facteurs étrangers" responsables de la violence sur le théâtre d'opérations afghan):
 1. M. MOUCHARRAF est engagé à éloigner le Pakistan de "l'extrémisme" pour le "mettre sur la voie de la modération" (Mme RICE souligne toutefois que la communauté internationale attend la tenue d'une élection présidentielle "démocratique, libre et équitable" en 2007)
 2. M. KARZAI est un dirigeant "extraordinaire" qui est parvenu en quatre ans à ériger son pays à une "position honorable au sein de la communauté internationale" et que les Etats-Unis veulent soutenir "pleinement"

2. et relativise l'importance de l'augmentation du volume de l'activité insurgée d'origine taliban en Afghanistan en déniaut au groupe le soutien de la population locale, c'est-à-dire la faculté de convertir sa capacité de nuisance militaire en ressources politiques pour devenir un "mouvement politique"

Plusieurs figures de la classe politique irakienne et du mouvement insurgé critiquent le Plan de Réconciliation Nationale (PRN) en 24 points présenté par le premier ministre irakien Nouri Kamal AL-MALIKI devant le Conseil des Représentants le 25 juin 2006:

1. d'abord le vice-président d'origine arabe sunnite, Tareq AL-HASHMI, conditionne la diminution de l'insurrection à deux actions supplémentaires de la part du gouvernement:
 - o l'engagement de négociations avec les groupes insurgés saddamistes ou baasistes
 - o la fixation d'un calendrier pour le retrait des troupes de la Force Multinationale du théâtre d'opérations irakien
2. ensuite un des porte-paroles du leader religieux chiite Moqtada AL-SADR, Sahib AL-AMERY, tempère la satisfaction globale du bloc des sadristes en estimant que le PRN ne garantit pas suffisamment l'exclusion du processus politique des saddamistes ou baasistes et ne résout pas le contentieux des dirigeants de l'Armée du Mahdi emprisonnés
3. enfin, le Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak maintient qu'aucune réconciliation ne saurait être acceptée "jusqu'à ce que le mot d'Allah [l'islam] prévaille" et qualifie le PRN de plan "sournois" ayant une triple vocation:
 - o "vietnamis[er]" le conflit, c'est-à-dire désengager les troupes américaines
 - o poursuivre la persécution de la communauté arabe sunnite
 - o et "contourner" les "groupes de Moudjahidin" dont la clarté morale dénonce la "nouvelle religion" du "démon" qu'est la démocratie

Le PRN offre une amnistie individuelle aux insurgés qui n'ont pas commis d'actes criminels, d'actes terroristes ou des "crimes contre l'humanité", excluant de l'intégration au processus politique les groupes insurgés saddamistes d'origine irakienne (noyau dur des loyalistes du régime baasiste qui veulent saper la transition politique pour se réappropriier le pouvoir et restaurer l'ancien régime) et djihadistes d'origine étrangère (individus appartenant à -- ou se réclamant de -- al-Qaida qui espèrent créer en Irak un califat qui serve de pas de tir à l'instauration d'un califat panislamique).

A l'issue d'une rencontre avec une association de citoyens américains soutenant les troupes en activité sur les théâtres d'opérations afghan et irakien, le président George W. **BUSH rappelle que la décision de retirer les troupes américaines mobilisées dans le cadre de l'Opération Iraqi Freedom sera déterminée par la situation militaro-sécuritaire concrète sur le terrain** -- telle qu'évaluée par le commandant des troupes américaines, le général George CASEY -- en vue d'une victoire définie comme un Etat irakien ([George W. BUSH, President Bush Meets with Supporters of U.S. Military in Iraq and Afghanistan, 26 juin 2006](#)):

1. viable
2. qui s'autodéfende
3. et qui soit un "allié dans la guerre contre la terreur", en ayant notamment la capacité d'interdire à l'organisation terroriste al-Qaida l'établissement d'un sanctuaire sur son territoire

Le porte-parole du ministre irakien des Déplacés et des Migrations, Sattar **NOWRUZ, annonce que l'Irak compte 130 386 individus déplacés (27 731 familles), lesquels sont majoritairement (70%) arabes chiïtes.**

Amorcé depuis 2003, le processus d'homogénéisation s'accélère depuis les violences intercommunautaires post-Sâmarrâ (22 février 2006). En avril 2006, plus de 50 000 individus avaient déjà quitté les zones mixtes de frictions intercommunautaires pour celles plus homogènes sur le plan ethno-confessionnel; or le processus d'homogénéisation s'autoalimente en créant sa dynamique propre puisque chaque déplacement interne homogénéise la composition ethno-confessionnelle de la provenance comme de la destination, accélérant par-là même le mouvement.

Le quotidien nippon *Yomiuri Shimbun* annonce que **les Etats-Unis et le Japon s'accordent pour déployer d'ici fin 2006 trois à quatre batteries de missiles intercepteurs *Patriot Advanced Capability 3 (PAC-3)* sur la base aérienne de Kadena** dans le sud de l'archipel -- soit entre 384 et 512 missiles (une batterie comprend généralement huit lanceurs comptant chacun 16 missiles).

L'accord nippo-américain intervient:

1. deux mois après la signature d'un accord bilatéral de principe sur le déploiement d'un tel système d'interception
2. trois jours après la signature par l'ambassadeur américain au Japon (Thomas SCHIEFFER) et le ministre japonais des Affaires étrangères (Taro ASO) d'un accord de coopération renforcée en matière de défense anti-missile balistique (23 juin 2006)
3. alors que la Corée du nord est réputée s'appêter à tester un missile à longue portée Taepodong-2 (missile de 35 mètres dont la portée est comprise entre 3 500 et 6 000 km) depuis le site de lancement de Musudan-ri dans le nord-est du pays
4. au moment où les forces armées américaines achèvent cinq jours d'exercices militaires dans le Pacifique (*Valiant Shield*, 19-24 juin 2006) auxquels ont participé trois porte-avions (USS Ronald Reagan, USS Abraham Lincoln et USS Kitty Hawk), 30 navires, 280 aéronefs et 22 000 militaires
5. et suite à l'affirmation du directeur de l'Agence de Défense anti-Missile (MDA pour *Missile Defense Agency*), le lieutenant général de l'U.S. Air Force Henry A. OBERING III, en date du 23 juin, selon laquelle -- si le président l'enjoignait -- les intercepteurs réussiraient certainement à "frapper et détruire" un missile balistique intercontinental nord-coréen, affirmation consécutive à la 7ème interception réussie (sur huit) d'un missile à moyenne portée par un missile intercepteur *Standard Missile-3 (SM-3)* tiré de l'USS Shiloh

25 juin

Le Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak diffuse sur l'Internet un enregistrement vidéo (1 mn 37 s) mettant en scène l'exécution des quatre diplomates russes enlevés à Bagdad le 3 juin 2006,

Ces exécutions (deux décapitations et deux exécutions par balles) ont vocation à venger les "frères et soeurs" torturés, tués et déplacés par le "gouvernement russe des infidèles" en Tchétchénie.

Le CCMI est une organisation "parapluie" créée le 21 janvier 2006 qui regroupe huit groupes insurgés -- dont l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie -- dont elle a vocation à agréger les initiatives terroristes -- militaires, politiques et médiatiques -- à travers l'Irak en réduisant la duplication des activités (voir [schéma des principaux groupes insurgés sunnites](#) dans la rubrique "papiers"). Le Conseil affiche le triple objectif de "libérer l'Irak de l'occupation, unir et diriger les efforts des

moudjahidin et élever l'étendard de l'islam" qui n'est autre que la synthèse des objectifs de ses membres constitutifs: bouter les troupes de la Coalition hors d'Irak puis y créer un califat.



Le premier ministre irakien Nouri Kamal **AL-MALIKI présente devant le Conseil des Représentants un Plan de Réconciliation Nationale (PRC) en 24 points** inspiré de l'expérience post-apartheid en Afrique du sud.

Les principales dispositions du PRN sont les suivantes:

1. l'offre d'une amnistie individuelle aux insurgés qui n'ont pas commis d'actes criminels, d'actes terroristes ou des "crimes contre l'humanité" contre le peuple irakien, des commissions devant statuer sur le caractère amnistiable des prisonniers (afin de démontrer sa bonne volonté, M. AL-MALIKI a déjà relâché 2 500 prisonniers -- majoritairement arabes sunnites -- détenus dans les prisons irakiennes et américaines depuis le 1er juin 2006); sont exclus d'intégration au processus politique deux types de groupes insurgés:
 - o les saddamistes d'origine irakienne: noyau dur des loyalistes du régime baasiste qui veulent saper la transition politique pour se réappropriier le pouvoir et restaurer l'ancien régime

- et les djihadistes d'origine étrangère: individus appartenant à -- ou se réclamant de -- al-Qaida qui espèrent créer en Irak un califat qui serve de pas de tir à l'instauration d'un califat panislamique
- 2. le démantèlement des milices communautaires qui n'ont "aucun rôle à jouer dans les affaires politiques" et la subordination des responsables militaires aux autorités civiles
- 3. la re-baassification limitée de la société irakienne (révision de l'Ordre n° 1 de l'Autorité Provisoire de la Coalition – la dé-baassification – en date du 16 mai 2003)
- 4. la volonté d'établir un calendrier pour le transfert de la responsabilité de la sécurité des troupes de la Force Multinationale en Irak aux forces de sécurité irakiennes
- 5. l'offre de compensations aux familles des civils irakiens tués ou indûment détenus voire lésés par les troupes de la Force Multinationale en Irak (cette compensation doit prendre en compte le préjudice de carrière subi par les fonctionnaires à cause de l'Ordre de dé-baassification de la société irakienne susmentionné)
- 6. plus généralement, l'amélioration des conditions de vie de la population irakienne

Le PRN suscite plusieurs types d'opposition:

1. d'abord des Irakiens qui s'interrogent sur les modalités pratiques de sa mise en oeuvre
2. ensuite des radicaux de l'Alliance Irakienne Unie -- à laquelle M. AL-MALIKI appartient -- qui rejettent l'amnistie des meurtriers d'Irakiens arabes chiites
3. enfin des parlementaires américains qui s'opposent à l'amnistie des responsables de la mort de militaires américains

L'ancien directeur du *Defense Policy Board* (2001-3) au sein de la première administration du président George W. BUSH, Richard N. **PERLE**, souligne la **faillite de la politique iranienne des différentes administrations américaines depuis 1979 en général et de la seconde administration du président George W. BUSH en particulier**, aucune d'entre elles n'ayant su -- par manque de clarté morale -- apporter un "soutien moral et politique" aux opposants et dissidents du régime de la République d'Iran ([Richard N. PERLE, "Why Did Bush Blink on Iran? \(Ask Condi\)", *The Washington Post*, 25 juin 2006](#)). Surnommé le "prince des ténèbres", Richard N. PERLE fut assistant du secrétaire à la Défense pour la politique de sécurité internationale dans l'administration du président Ronald REAGAN (1981-7) puis président du Conseil de politique de défense (*Defense Policy Board*) dans la première administration du président George W. BUSH (2001-3) dont il démissionna au motif d'un "conflit d'intérêts". Il reste membre du centre de recherche *American Enterprise Institute*, conseiller pour la *Foundation for the Defense of Democracies* (centre spécialisé dans le contre-terrorisme) et l'un des directeurs du *Jerusalem Post*.

Considérant que:

1. l'Iran a dissimulé son programme nucléaire militaire pendant 18 ans jusqu'en juin 2003
2. M. BUSH s'est engagé à dénier "aux pires mains" la détention des "pires armes" (discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002) et à soutenir ceux qui vivent "dans la tyrannie et le désespoir" luttent pour la liberté (discours d'investiture du 20 janvier 2005)
3. le département d'Etat a délégué en 2003 le traitement du dossier nucléaire iranien à l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne au nom de l'Union européenne) plutôt que de demander l'action immédiate du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU)
4. le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE a offert à l'Iran le 31 mai 2006 que les Etats-Unis participent à des discussions multilatérales sur son programme nucléaire à condition qu'il suspende de manière "immédiate", "complète" et "vérifiable" ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires
5. l'administration BUSH a ensuite approuvé le 1er juin avec la Chine et la Russie (formule "P-5+1": cinq membres permanents du CSNU plus l'Allemagne) le paquet de mesures incitatives et dissuasives élaboré par l'UE-3 puis formellement présenté au gouvernement iranien le 6 juin 2006
6. l'Iran continue de saper la reconstruction sur le théâtre d'opérations irakien, d'enrayer le processus de paix israélo-palestinien, de soutenir le terrorisme comme instrument de la politique étrangère des Etats -- notamment les objectifs anti-israéliens du *Hamas* -- et de réprimer "brutalement" la liberté

... M. PERLE critique la subordination de l'agenda présidentiel pour la liberté à la volonté d'accommodement du "Foggy Bottom" ou département d'Etat (les attermolements de la "nouvelle politique" américaine à l'égard du régime iranien alors même que tout ajournement diplomatique rallonge le temps dont l'Iran dispose pour exécuter son programme nucléaire) et l'impute à l'influence persistante du secrétaire d'Etat Condoleezza RICE sur le président BUSH depuis qu'elle dirige un "établissement diplomatique" par nature résistant au changement et enclin à l'accommodement avec les alliés -- ceux-là recommanderaient-ils l'apaisement à l'égard de l'Iran.

Par conséquent, M. PERLE doute de la capacité de M. BUSH à percevoir dorénavant avec lucidité la menace que pose l'Iran.

23 juin

Le sénat vote à l'unanimité une loi qui restreint l'aide financière américaine à destination du gouvernement palestinien dominé par le *Hamas* depuis les élections législatives du 25 janvier 2006, tout en soutenant le président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud ABBAS, et en maintenant l'aide humanitaire à destination du peuple palestinien *via* des canaux alternatifs.

L'ambassadeur américain au Japon, Thomas SCHIEFFER, et le ministre japonais des Affaires étrangères, Taro ASO, signent un accord de coopération renforcée en matière de défense anti-missile balistique.

La signature de cet accord intervient:

1. alors que la Corée du nord est réputée s'apprêter à tester un missile à longue portée Taepodong-2 (missile de 35 mètres dont la portée est comprise entre 3 500 et 6 000 km) depuis le site de lancement de Musudan-ri dans le nord-est du pays
2. au moment où les forces armées américaines achèvent cinq jours d'exercices militaires dans le Pacifique (*Valiant Shield*, 19-24 juin 2006) auxquels ont participé trois porte-avions (USS Ronald Reagan, USS Abraham Lincoln et USS Kitty Hawk), 30 navires, 280 aéronefs et 22 000 militaires
3. et concomitamment à l'affirmation du directeur de l'Agence de Défense anti-Missile (MDA pour *Missile Defense Agency*), le lieutenant général de l'U.S. Air Force Henry A. OBERING III, selon laquelle -- si le président l'enjoignait -- les intercepteurs réussiraient certainement à "frapper et détruire" un missile balistique intercontinental nord-coréen, affirmation consécutive à la 7ème interception réussie (sur huit) d'un missile à moyenne portée par un missile intercepteur *Standard Missile-3* (SM-3) tiré de l'USS Shiloh

Dans l'immédiat, les Etats-Unis pourraient déployer plusieurs batteries de missiles *Patriot Advanced Capability 3* (PAC-3) sur la base aérienne de Kadena dans le sud de l'archipel.

Outre l'intégration croissante au système de défense anti-missile balistique américain, le Japon poursuit deux objectifs par la signature d'un tel accord:

1. bénéficier de transferts de technologies américaines en matière de systèmes d'alerte précoce et d'intercepteurs
2. accélérer le délai d'accès aux informations collectées par les Etats-Unis (notamment le renseignement d'origine image et d'origine électromagnétique)

La chaîne satellitaire panarabe *Al-Jazeera* diffuse une vidéo d'Ayman AL-ZAWAHIRI dans laquelle l'idéologue égyptien numéro deux d'al-Qaida prononce l'oraison funèbre d'Abou Moussab AL-ZARKAOUI, ancien commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie éliminé le 7 juin 2006 par les troupes américaines mobilisées dans le cadre de l'Opération *Iraqi Freedom*.

Dans cet enregistrement réalisé par l'entreprise de production médiatique d'al-Qaida, as-Sahab, M. AL-ZAWAHIRI affirme que la mort du

"prince des martyrs" -- tout à la fois "un soldat, un héros [et] un imam" qui comme tout être humain était "né pour mourir" -- a cadré "la lutte

entre les croisés et l'Islam" sur le théâtre d'opérations irakien et appelle la continuation du djihad en vue de l'établissement d'un califat panislamique.



La problématique de la solubilité du terrorisme indiscriminé dans la mobilisation des masses musulmanes avait pourtant opposé à maintes reprises le savant Ayman AL-ZAWAHIRI au charismatique Abou Moussab AL-ZARKAOUI, le premier craignant que les moyens employés par le second ne sapent la légitimité des fins poursuivies. Dans une lettre en date du 9 juillet 2005 publiée par la *Central Intelligence Agency* le 11 octobre 2005, AL-ZAWAHIRI avertit AL-ZARKAOUI que les attaques indiscriminées contre les civils -- *a fortiori* la guerre déclarée contre les Chiïtes -- et les exécutions d'otages mises en scènes et enregistrées risquent d'aliéner les masses musulmanes et de miner la cause plus large embrassée par le djihadisme. Une autre de leurs divergences résidait dans la volonté d'AL-ZARKAOUI de se contenter dans un premier temps du succès révolutionnaire dans un seul pays, l'Irak, puis de renverser la monarchie hachémite de Jordanie et, enfin, livrer la guerre contre l'Etat d'Israël.

M. AL-ZAWAHIRI avertit au demeurant le président George W. BUSH que le serment prêté par Oussama BEN LADEN en 2004 -- les Etats-Unis ne connaîtront pas la sécurité tant que les "terres de l'Islam" en général et la Palestine en particulier n'en jouiront "vraiment" de même -- reste d'actualité.

Il se livre enfin à deux attaques *ad hominem* sur le thème de l'abjuration de la foi musulmane:

1. d'abord contre l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay KHALILZAD, qu'il qualifie de "renégat afghan" pour avoir renié sa religion
2. ensuite contre le premier ministre irakien, Nouri Kamal AL-MALIKI, qu'il accuse de trahir les principes islamiques au fondement de son propre parti, le parti *Dawa*

Après que des miliciens arabes chiïtes (appartenant vraisemblablement à l'Armée du Mahdi commandée par le leader religieux Moqtada AL-SADR) ont engagé des insurgés arabes sunnites sur la rue Haïfa (une des principales artères de la capitale au nord de la Zone Verte) et que les troupes irakiennes avec celles de la Force Multinationale en Irak se sont retrouvées en situation d'interposition (trois policiers et cinq militaires blessés), **le gouvernement irakien décrète un couvre-feu dans Bagdad.**

Deux mesures supplémentaires sont décidées:

1. l'établissement d'un cordon militaire autour de la zone d'engagement
2. et le nettoyage "maison par maison" du quartier

22 juin

A l'occasion d'une conférence de presse, le président afghan Hamid **KARZAI critique la conduite des missions de contre-terrorisme par le Commandement des Forces Conjointes en Afghanistan** (CFC-A pour *Combined Forces Command-Afghanistan*) et demande à ce dernier une "réévaluation stratégique":

1. premièrement, la létalité des opérations militaires de la campagne contre le terrorisme chez la population afghane est "inacceptable" (entre 500 et 600 tués depuis le 1er juin) -- qu'il s'agisse de civils ou d'insurgés taliban, lesquels restent les "fils de cette terre"
2. deuxièmement, la stratégie déployée ne traite que les symptômes du terrorisme (elle s'efforce d'engager les acteurs armés), non ses causes, notamment son principal carburant qu'est la rencontre entre une direction idéologiquement motivée et une base socialement ou sécuritairement insatisfaite (elle néglige "les sources de financement, l'entraînement, l'équipement et la motivation")
3. troisièmement, la stratégie déployée est circonscrite au théâtre d'opérations afghan alors même que, si les causes de la violence sont partiellement endogène (la panne de l'Etat), elles relèvent "largement" des "facteurs étrangers" que sont le "terrorisme" de type al-Qaida et certaines "attaques [taliban] planifiées et coordonnées" à partir du Pakistan; selon M. KARZAI, en dépit du soutien apporté par le gouvernement pakistanais à certains taliban (le régime pakistanais souhaite -- *via* l'intégration à un processus politique -- séparer les insurgés taliban d'origine afghane qui lui sont favorables des terroristes d'origine étrangère de type al-Qaida), de la réticence de l'opinion publique pakistanaise et de la situation délicate dans laquelle se trouvera son président Pervez MOUCHARRAF, il convient dorénavant que le CFC-A éradique les Taliban jusque dans les sanctuaires de l'espace afghano-pakistanais (notamment les zones tribales fédéralement administrées du Pakistan)

4. quatrièmement, enfin, l'assistance internationale est insuffisante pour consolider les institutions afghanes qu'exige une stratégie de contre-terrorisme (l'Armée Nationale Afghane, la police et le maillage de l'administration en général)

La plainte de M. KARZAI intervient quelques heures après un message d'Ayman AL-ZAWAHIRI exhortant les Musulmans afghans à bouler les "forces d'occupation" hors d'Afghanistan, alors que le volume de l'activité insurgée (taliban et terroriste de type al-Qaida) augmente continûment depuis l'été 2005 (notamment les élections parlementaires et provinciales du 18 septembre 2005) et au moment (juillet 2006) où la responsabilité des missions de stabilisation et de reconstruction doit être transférée du CFC-A à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS-OTAN).

A l'occasion d'une conférence de presse conjointe avec le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD, le commandant de la Force Multinationale en Irak, le général George W. CASEY, **liste les quatre déterminants d'un environnement sécuritaire en changement permanent dont la complexité croît depuis les élections parlementaires du 15 décembre 2005 et le dynamitage du mausolée de Sâmarra le 22 février 2006** ([Donald H. RUMSFELD, George W. CASEY, DoD News Briefing with Secretary Rumsfeld and Gen. Casey from the Pentagon, 22 juin 2006](#)):

1. d'abord, l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie: "blessée" par l'élimination de son commandant (Abou Moussab AL-ZARKAOUI) le 7 juin 2006, l'organisation n'est pas pour autant "achevée"
2. ensuite, les "groupes armés illégaux": le traitement de ces "groupes criminels" opérant en marge de la légalité implique que l'arsenal sécuritaire soit complété par des mesures politiques
3. puis l'insurrection sunnite qualifiée de "résistance": percevant des opportunités de gains politiques afin de sécuriser l'après-occupation, elle réévalue sa stratégie et recalibre ses options
4. et enfin l'Iran:
 - o de manière planifiée, le gouvernement iranien procure à ses mandataires que sont les "groupes extrémistes" chiites des armes, la technologie des engins explosifs improvisés (IEDs pour *Improvised Explosive Devices*) et l'entraînement, soit directement (par les forces chargées des opérations spéciales clandestines) soit indirectement (*via* des délégués, notamment le *Hezbollah* libanais), en Irak, en Iran ou encore au Liban
 - o effective depuis 2003, cette immixtion iranienne connaît depuis janvier 2006 un "accroissement remarquable" et hypothèque doublement le rétablissement de l'Irak -- en détériorant la situation sécuritaire (attaques contre les troupes de la Force Multinationale) et en sapant la confiance de la communauté arabe sunnite dans la capacité du gouvernement à endiguer l'ingérence extérieure

Selon le général CASEY, cette complexité croissante de l'environnement de sécurité n'est pas synonyme d'une dégradation pour deux raisons:

1. le mouvement insurgé a terminé sa croissance et reste circonscrit à quatre provinces sur 18
2. les forces de sécurité irakiennes enregistrent des progrès: l'armée (désormais 18 brigades et 69 bataillons) et dans une moindre mesure la police (dont les progrès restent à géométrie variable selon les gouvernorats -- ils sont entravés à Bagdad par l'emprise milicienne -- et qui souffre d'un déficit de crédibilité chez les Irakiens en général, la communauté arabe sunnite en particulier).

Le général estime enfin qu'un retrait daté des forces américaines mobilisées sur le théâtre d'opérations irakien emporterait deux effets pervers:

1. il limiterait la flexibilité requise pour l'emploi des forces
2. il enverrait un "signal terrible" au gouvernement du premier ministre Nouri Kamal AL-MALIKI

Dans un enregistrement vidéo de trois minutes intitulé "Crimes américains à Kaboul" et diffusé sur l'Internet, Ayman AL-ZAWAHIRI **exhorte ses "frères musulmans" en Afghanistan en général et à Kaboul en particulier à s'unir avec les "moudjahidin" pour lutter contre les "forces infidèles d'occupation"** et les bouler hors du territoire afghan.

Le numéro deux de l'organisation terroriste al-Qaida invoque deux arguments afin de mobiliser le soutien des Musulmans afghans:

1. d'abord les "crimes contre l'Islam" perpétrés par les "forces d'invasion", notamment les profanations du Coran

2. ensuite la publication des caricatures du prophète Mahomet en février 2006 par le Danemark, la France et l'Italie en vue de "ridiculiser [le] prophète sacré"

Confirmant la fréquence accrue des messages de l'idéologue d'al-Qaida (il s'agit du 6ème depuis janvier), l'appel de M. AL-ZAWAHIRI intervient:

- alors que le volume de l'activité insurgée (taliban aussi bien que terroriste de type al-Qaida) augmente continûment (47 militaires américains et 18 militaires d'autres nationalités ont été tués depuis janvier 2006)
- au moment (juillet 2006) où la responsabilité des missions de stabilisation et de reconstruction doit être transférée du Commandement des Forces Conjointes en Afghanistan (CFC-A pour *Combined Forces Command -- Afghanistan*) à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS, force de l'OTAN)

Considérant que:

1. le missile balistique à longue portée (ICBM pour *InterContinental Ballistic Missile*) à vocation à être le vecteur d'une tête nucléaire
2. la différence entre le test d'un ICBM par la Corée du nord en août 1998 et en juin 2006 réside dans la capacité nucléaire dont le régime de Pyongyang se prévaut depuis le 10 février 2005 (aucun test n'a confirmé depuis les prétentions nord-coréennes)
3. les Etats-Unis ne peuvent tolérer le perfectionnement d'un ICBM "capable de délivrer des charges nucléaires sur le sol des Etats-Unis" par un "pays ouvertement hostile et doté d'armes nucléaires"
4. qu'agir après le lancement (lors d'une des trois phases de propulsion, mi-course/balistique ou encore rentrée dans l'atmosphère) est triplement "risqué" parce que 1) la Corée du nord obtiendrait les données scientifiques du vol permettant sa simulation ultérieure, 2) l'interception implique que la trajectoire du missile soit à portée du système de défense anti-missiles américain et 3) le taux de réussite de ce dernier est jusqu'à présent de l'ordre de 1/2

... l'ancien secrétaire à la Défense du président William CLINTON, William J. PERRY, et son assistant d'alors, Ashton B. CARTER, recommandent au président George W. BUSH de signaler expressément l'intention des Etats-Unis de "frapper et détruire" avant son lancement le missile Taepodong-2 que la Corée du nord est réputée s'apprêter à tester, ceci au moyen d'un missile de croisière -- dont la tête serait doté d'une charge puissante -- tiré d'un sous-marin ([Ashton B. CARTER, William J. PERRY, "If Necessary, Strike and Destroy", *The Washington Post*, 22 juin 2006](#)).

Celui qui planifia en 1994 d'éventuelles frappes aériennes contre les installations nucléaires nord-coréennes et son assistant -- tous deux contempteurs de la politique menée par l'administration BUSH à l'égard de la Corée du nord depuis 2001 -- suggèrent trois précautions:

1. d'abord expliciter que la Corée du sud ne contribuerait d'aucune façon à la frappe préemptive (ses forces ne participeraient pas tandis que les Etats-Unis n'utiliseraient pas son territoire comme pas de tir)
2. ensuite avertir le régime nord-coréen de sorte qu'il ne se méprenne pas sur la cible (le seul missile litigieux) et puisse évacuer le personnel présent sur les installations de lancement
3. enfin, renforcer la capacité nord-américaine de dissuasion dans la région -- en y augmentant la présence des forces aérienne et navale -- pour enrayer toute dégénérescence de la crise en un conflit armé

Après que la Chambre des Représentants a voté par 256 voix contre 153 le 16 juin 2006 une résolution proposée par le parti républicain rattachant l'Opération *Iraqi Freedom* (OIF) à la guerre globale contre le terrorisme et excluant la fixation d'un calendrier pour le retrait des troupes américaines d'Irak, **les sénateurs rejettent deux résolutions démocrates -- visant à amender la loi d'autorisation du budget de la défense 2007 -- qui divergent sur l'imposition d'un calendrier daté pour le retrait des troupes américaines** mobilisées sur le théâtre d'opérations irakien dans le cadre de l'OIF:

1. d'un côté, John F. KERRY et Russel D. FEINGOLD (deux candidats potentiels à l'élection présidentielle de 2008) ont déposé une résolution liant l'administration qui exige de cette dernière un retrait graduel des troupes dont le commencement serait immédiat et l'achèvement au plus tard le 1er juillet 2007

- de l'autre, Carl M. LEVIN (co-président de la commission des forces armées) et Jack REED (leader de la minorité démocrate) ont déposé une résolution non liante qui recommande à l'administration un retrait graduel des troupes non daté

Le Congrès a voté en novembre 2005 une résolution de principe faisant de 2006 une année de "transition significative" en Irak. Quoique les lignes de fracture sur les causes de la guerre (dans une moindre mesure sur sa conduite) soient souvent intra-partisanes -- divisant le parti de l'âne (démocrate) aussi bien que celui de l'éléphant (républicain): la résolution LEVIN-REED est ainsi soutenue par le sénateur républicain Lincoln D. CHAFEE -- lequel s'était opposé en 2002 à la résolution autorisant le recours à la force armée contre l'Irak -- tandis que le sénateur démocrate Joseph I. LIEBERMAN rejette les deux formules en considérant que ce qui n'était à l'origine qu'une "guerre de choix" est dorénavant une "guerre de nécessité" --, ces résolutions débattues depuis le 20 juin confirment cependant les divisions intra-démocrates en matière de sécurité nationale en général et à l'égard de l'OIF en particulier.

S'efforçant de convertir la problématique irakienne en un atout électoral *via* la mise en évidence des ambiguïtés et faiblesses du parti démocrate, convaincu que les thématiques de la sécurité nationale et du patriotisme peuvent encore une fois assurer sa victoire aux élections de mi-mandat, le parti républicain qualifie ces résolutions de stratégie "*cut-and-run*" pour la première, "*cut-and-jog*" pour la seconde, et les assimile à des politiques d'apaisement, de défaitisme, de capitulation voire de retraite risquant de miner la sécurité nationale:

- en enhardissant le radicalisme terroriste de type al-Qaida (auquel serait offert un sanctuaire et un pas de tir en Irak) selon John WARNER, président de la commission des forces armées
- et en sapant l'institution militaire

La résolution KERRY-FEINGOLD est finalement rejetée par 86 voix contre 13, la résolution LEVIN-REED par 60 contre 39.

21 juin

Une dizaine d'hommes masqués se réclamant du ministère irakien de l'Intérieur enlèvent une centaine de travailleurs d'une usine d'armements (85 selon l'agence Associated Press, 150 selon le ministère irakien de l'Intérieur) sur le trajet de leur domicile près de Taji (20 km au nord de Bagdad).

Tout en déclarant que le régime de Pyongyang se tient prêt à en discuter avec les Etats-Unis, le chef adjoint de la mission nord-coréenne aux Nations Unies, Han **SONG-RYOL**, affirme le droit pour la Corée du nord de tester un missile à longue portée Taepodong-2 (missile de 35 mètres dont la portée est comprise entre 3 500 et 6 000 km) depuis le site de lancement de Musudan-ri dans le nord-est du pays. M. SONG-RYOL considère au reste que le moratoire sur les tests de missiles balistiques auto-imposé en 1999 puis confirmé en 2001 et 2002 ne valait que pour la durée des *Six-Party Talks* (SPT) sur son programme nucléaire, lesquels sont suspendus depuis novembre 2005.

La motivation de la Corée du nord consiste à démontrer sa capacité de nuisance potentielle (non seulement plusieurs armes nucléaires mais encore leurs vecteurs) en vue de trois objectifs:

- pré-conditionner la reprise des SPT
- sanctuariser le territoire national
- et bénéficier du même traitement que l'Iran -- perçu comme favorable -- de la part de la communauté internationale

Outre la dégradation de l'alliance entre les États-Unis et la Corée du sud, son but reste la formalisation de négociations directes avec les premiers en vue d'un accord par lequel elle renoncerait à ses programmes missiliers en contrepartie d'une normalisation des relations diplomatiques bilatérales, de garanties de sécurité et d'aides diverses (énergétique, alimentaire et commerciale).

Alors que les SPT se trouvaient dans une impasse, la Corée du nord a déclaré en mars 2005 ne plus être liée par le moratoire sur les tests de missiles à longue portée qu'elle s'était imposé en 1999



consécutivement à la crise du 31 août 1998 (un missile Taepodong-1 avait survolé le Japon), puis avait confirmé en 2001 et 2002, et a procédé aux tests de plusieurs missiles à courte portée.

Le régime nord-coréen a suspendu en novembre 2005 sa participation aux SPT (lesquels regroupent États-Unis, Corée du nord, Corée du sud, Chine, Japon et Russie) consécutivement à l'imposition de sanctions économiques prises par les États-Unis en septembre 2005 -- contre une banque (Macau Bank) et huit entreprises nord-coréennes officiellement accusées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue -- et perçues comme visant à isoler le régime nord-coréen. Depuis, en dépit de la déclaration conjointe du 19 septembre 2005, la Corée du nord conditionne la reprise des pourparlers au retrait des sanctions tandis que les États-Unis maintiennent un découplage entre les SPT et les sanctions économiques, exhortant la puissance nucléaire *de facto* à renouer sans pré-conditions le fil de la négociation.

Accompagné du secrétaire d'Etat Condoleezza RICE, le président George W. **BUSH participe au sommet annuel États-Unis -- Union européenne à Vienne** (l'Autriche exerce la présidence tournante du Conseil européen), occasion pour les États-Unis et l'Union européenne de souligner l'importance de leur relation bilatérale et de discuter l'agenda transatlantique. Après avoir rencontré le président autrichien Heinz FISCHER, M. BUSH doit s'entretenir avec le président du Conseil européen (Wolfgang SCHUESSEL, également Chancelier autrichien) et le président de la Commission européenne (Jose Manuel BARROSO). Il s'agit du 15^{ème} déplacement de M. BUSH en Europe depuis 2001.

Certes, la seconde administration BUSH s'efforce depuis février 2005 de retisser un lien transatlantique distendu en 2003 au niveau politique par l'affaire irakienne, notamment en densifiant la coopération sur les dossiers suivants:

1. lutte contre la prolifération nucléaire (programme nucléaire iranien)
2. lutte contre le financement du terrorisme
3. promotion de la démocratie et de la paix (y compris la souveraineté du Liban et l'intégrité de son territoire, ou encore la problématique du financement de l'Autorité Palestinienne depuis la victoire du *Hamas* aux élections législatives du 25 janvier 2006)
4. sécurité des frontières et de l'immigration illégale
5. prospérité économique (libéralisation du commerce international: réduction des droits de douanes, terme des subventions agricoles)
6. politique et sécurité énergétiques (libérer l'Occident de sa dépendance énergétique -- gaz et pétrole)

Mais la sensibilité d'une "opinion publique européenne" majoritairement défavorable à la politique étrangère du président BUSH continue d'ériger certains dossiers en irritants, notamment lorsqu'il s'agit de la "guerre globale contre la terreur":

1. statut des détenus de la prison de Guantanamo
2. scandale d'Abou Ghraïb
3. externalisation de l'interrogatoire -- après enlèvement -- des individus suspectés d'appartenir à des organisations terroristes (*extraordinary rendition*)
4. réseau de centres de détention secret en Europe
5. ou encore massacre perpétré par des *Marines* à Haditha en Irak

S'y ajoutent plusieurs dossiers délicats susceptibles d'engendrer des frictions:

1. l'insistance de M. BUSH pour que les États européens honorent leurs promesses de dons destinés à la reconstruction de l'Irak (seuls 3,5 des 13,5 milliards de dollars promis ont été honorés)
2. les subventions agricoles (Politique Agricole Commune)
3. les droits de propriété intellectuelle
4. le cycle de négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce dit de Doha
5. et le projet "ciel ouvert", lequel prévoit la libre circulation des compagnies aériennes américaines et européennes respectivement sur les territoires européen et américain (tandis que le président BUSH accepte que les compagnies aériennes américaines soient contrôlées par une majorité de capitaux étrangers, le Congrès et l'Union européenne estiment que les capitaux nationaux doivent conserver la majorité au sein des entreprises d'un secteur commercial stratégique puisque susceptible de faire l'objet de réquisitions lorsque les intérêts de sécurité de l'État l'exigent)

Une fois constaté le développement de la coopération dans les domaines politique, sécuritaire et économique en 2005, les gouvernants des Etats-Unis et de l'Union européenne s'engagent dans le cadre du Partenariat Transatlantique à coopérer pour ([U.S.-E.U. Summit Declaration, 11 p., 21 juin 2006](#)):

1. **promouvoir la paix, les droits de l'homme et la démocratie** ==> les engagements sont les suivants:
 - o le progrès de la démocratie est qualifié de "priorité stratégique de notre temps"
 - o soutien au nouveau Conseil des droits de l'homme
 - o soutien à la réforme dans les régions de la Méditerranée et du Moyen-Orient
 - o continuation de la "proche coopération" au Moyen-Orient, notamment sur le dossier israélo-palestinien *via* le Quartet
 - o souhait que la Syrie mette en oeuvre les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) n° 1559, 1595, 1636, 1680 et 1686
 - o soutien aux diverses réformes libanaises (politico-institutionnelle, économique), notamment la mise en oeuvre des résolutions du CSNU n° 1559, 1680 et 1686
 - o soutien à l'ouverture politique en Egypte
 - o soutien au nouveau gouvernement "constitutionnellement élu" d'Irak
 - o continuation de la "proche coopération" sur le dossier du programme nucléaire iranien
 - o soutien à la reconstruction politique et économique de l'Afghanistan
 - o volonté de stabiliser les Balkans occidentaux
 - o soutien au développement politique et économique de l'Ukraine
 - o soutien aux "aspirations démocratiques du peuple de la Biélorussie"
 - o contribution à une solution des "conflits gelés" en Moldavie (Transnistrie), entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan (Haut Karabakh) et en Géorgie (enclaves indépendantistes d'Abkhazie et d'Ossétie du sud)
 - o promotion des réformes démocratique et économique en Asie centrale, notamment un appel pour que l'Ouzbékistan accepte l'ouverture d'une enquête internationale sur la répression des manifestations d'Andijan le 13 mai 2005
 - o importance pérenne attachée aux relations avec la Russie en dépit des préoccupations qu'alimentent certains "développements récents"
 - o vœu d'une densification des relations avec l'Amérique latine et les Caraïbes
 - o travail en vue de la mise en oeuvre "rapide" de l'accord de paix du Darfour signé le 5 mai 2006
 - o volonté d'assurer le bon déroulement de l'élection présidentielle en République Démocratique du Congo le 30 juillet 2006
 - o soutien réitéré aux Institutions Fédérales Transitoires somaliennes
 - o assistance "humanitaire et de démocratie" au peuple du Zimbabwe
2. **lutter contre les "défis globaux" -- y compris la sécurité** ==> les engagements sont les suivants:
 - o coopération dans la lutte contre le terrorisme
 - o négociations en vue d'un accord de coopération entre les Etats-Unis et le système Eurojust
 - o renforcement des efforts pour interdire aux terroristes l'accès aux armes de destruction massive
 - o coordination en vue de la Conférence de révision de la Convention sur les toxines et les armes biologiques
 - o lutte contre les menaces globales posées à la santé
3. **agir en faveur de la prospérité et des opportunités** ==> les engagements sont les suivants:
 - o volonté d'une "conclusion ambitieuse" à l'Agenda pour le Développement de Doha d'ici fin 2006
 - o mise en oeuvre complète de l'Initiative Economique Transatlantique
 - o approbation de la nouvelle Stratégie d'Action pour la sauvegarde des droits de propriété intellectuelle contre la piraterie et la contrefaçon
 - o volonté de conclure en 2006 le premier volet de l'*Air Transport Agreement*

4. **et promouvoir la "coopération stratégique" en matière d'énergie et de sécurité énergétique, de changement climatique et de développement durable** ==> les engagements sont les

suivants:

- o soutien à la diversification des sources et des voies d'approvisionnement énergétiques
- o sécurisation des infrastructures énergétiques
- o accélération de l'investissement dans les sources d'énergie renouvelables
- o renforcement du dialogue avec les principales régions productrices, de transit ou consommatrices, notamment la région de la Mer Caspienne, le Moyen-Orient, l'Afrique continentale et l'Amérique latine

S'il admet, au cours d'une conférence de presse conjointe avec le chancelier autrichien Wolfgang SCHÜSSEL, comprendre les "préoccupations des dirigeants" européens et partager leur désir de voir le centre de détention de Guantanamo fermé, le président George W. BUSH subordonne toutefois doublement la fermeture ([George W. BUSH, President Bush Participates in Press Availability at 2006 US-EU Summit, Vienne Autriche, 21 juin 2006](#)):

1. d'abord à l'arrêt de la Cour suprême qui doit décider de la procédure légale pour juger les détenus que M. BUSH présente comme des "tueurs de sang-froid" résolus à récidiver
2. ensuite aux garanties de sécurité offertes à d'autres détenus que les premiers pourraient menacer s'ils recouvraient leur liberté

Alors que le président iranien Mahmoud AHMADINEJAD annonce que le gouvernement iranien étudiera jusqu'au 22 août 2006 le paquet de mesures incitatives et dissuasives formellement présenté par le P-5+1 (cinq membres permanents du CSNU plus l'Allemagne) le 6 juin 2006, le président des Etats-Unis et le président du Conseil européen avertissent l'Iran qu'une réponse tardive aurait pour conséquence l'ouverture d'un débat au Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'imposition de sanctions économiques.

M. BUSH exhorte enfin les gouvernements européens à dépasser les divergences passées au sujet de l'intervention américaine en Irak pour contribuer à la réussite du nouveau gouvernement permanent souverain de la République d'Irak, laquelle réussite implique -- comme celle du gouvernement afghan au reste -- le "soutien continu" et conjoint des Etats-Unis et de l'UE.

20 juin

Le porte-parole de la Force Multinationale en Irak, le major général William CALDWELL, **annonce qu'une frappe aérienne le 16 juin 2006 a éliminé le "chef religieux" de l'Organisation al-Qaida en Irak, le cheik Mansour Suleiman Mansour Khalifi AL-MASHHADANI**, avec deux co-insurgés, près de Youssifayah (partie ouest du "triangle de la mort").

Âgé de 36 ans, AL-MASHHADANI est présenté tout à la fois comme le "chef religieux" de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie, l'ancien "bras droit" d'AL-ZARKAOUI, un des responsables des opérations médiatiques et l'agent de liaison entre l'Organisation et les tribus du "triangle de la mort". Relâché en octobre 2004 après avoir été capturé par la Force Multinationale en Irak (juillet 2004) au motif qu'il est alors un collaborateur anodin des Partisans de la Sunna, AL-MASHHADANI devient un cadre actif de l'Organisation al-Qaida en Irak dès décembre 2004.

La Chambre des Représentants vote par 407 voix contre 19 l'allocation de 427,6 milliards de dollars pour le budget du département de la Défense au titre de l'année fiscale 2007 (1er octobre 2006-30 septembre 2006).

Conformément aux demandes du département de la Défense, la Chambre des Représentants alloue:

- 50 milliards de dollars pour le financement des opérations sur les théâtres d'opérations afghan et irakien
- 1,7 milliard de dollars pour le financement de nouvelles contre-mesures technologiques ayant vocation à brouiller les déclencheurs électroniques des engins explosifs improvisés (*Improvised Explosive Devices*)
- 1,4 milliard de dollars pour financer l'achat de 20 F-22 Raptors

En revanche, la Chambre des Représentants n'alloue pas les crédits souhaités par le Pentagone pour les programmes de la défense anti-missiles balistiques (*Ballistic Missile Defense*), de l'avion de combat F-35 JSF et du *Future Combat System* de l'Armée de terre.

Les corps des deux militaires américains enlevés le 16 juin 2006 à Yusufiyah ("triangle de la mort" proche de la capitale) ont été retrouvés dans le village de Jarf as-Sakh, dans les environs de Yusufiyah. Le 16 juin, des insurgés avaient attaqué à l'arme légère un *checkpoint* sous la responsabilité de trois militaires de la 101^{ème} division aéroportée, tuant l'un d'entre eux et enlevant les deux autres. Il s'agissait du premier enlèvement de militaires américains depuis le 9 avril 2004.

Dans un communiqué de presse, le porte-parole de la Force Multinationale en Irak, le major général William B. CALDWELL, précise que les "restes des soldats" présentent des signes de "torture". Leurs corps doivent être rapatriés aux Etats-Unis pour identification puis autopsie.

Le Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak prétend dans un communiqué publié sur l'Internet que le nouveau commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie, Abou Ayyub AL-MASRI, aurait lui-même rendu "la justice divine" (exécuté) aux deux militaires américains.

La Corée du nord critique les projets américain et japonais de défense anti-missiles --

respectivement le projet (stratégique) *Ballistic Missile Defense* (BMD) et le projet (opératif) *Theater High Altitude Area Defense* (THAAD) -- alors qu'elle est réputée s'appêter à tester un missile à longue portée Taepodong-2 (missile de 35 mètres dont la portée est comprise entre 3 500 et 6 000 km) depuis le site de lancement de Musudan-ri dans le nord-est du pays.

Au même moment, le département de la Défense active le système de défense anti-missiles par missile intercepteur sol-air (*Ground-Based Interceptor Missile System* -- GBIM). Le système GBIM est un ensemble intégré comprenant des radars de détection, des systèmes d'alerte précoce et 11 missiles intercepteurs dans des silos -- neuf en Alaska (Fort Greely et Kodiak Island) et deux en Californie (base de l'U.S. Air Force à Vandenberg).

Depuis que le développement du système GBIM a été amorcé (1999) et en dépit des dépenses réalisées (1999-2006: 97 milliards de dollars), seuls cinq essais sur huit ont été réussis.

Profitant de l'annonce conjointe australo-britannique le 19 juin d'un transfert de la responsabilité de la sécurité de la province de Muthana aux forces de sécurité irakiennes, et à l'occasion d'une conférence de presse télévisée, le premier ministre japonais Junichiro **KOIZUMI annonce le retrait des 600 militaires des Forces Terrestres d'Auto-Défense japonaises mobilisés à Samâouah** (100 km au sud-est de Nadjaf) depuis février 2004 pour des missions de reconstruction dans le cadre des opérations de stabilité irakiennes ("*Iraqi stability operations*"). Le Japon continuera de participer financièrement à la reconstruction de l'Irak.



Si M. KOIZUMI n'indique aucun calendrier, la signature immédiate de l'ordre de retrait par son ministre de la Défense, Fukushima NUKAGA, signifie qu'il pourrait être achevé fin juillet 2006.

19 juin

Appuyés par un soutien aérien rapproché (C-130), **des militaires américains et irakiens établissent dans l'est de la ville de Ramadî des "avant-postes"** ayant vocation à interdire les opérations insurgées.

Le premier ministre australien John **HOWARD souhaite la bienvenue à l'installation de bases militaires américaines** -- deux bases d'entraînement et des camps expéditionnaires avancés -- dans le nord de l'Australie.

Les responsables politiques américains et leurs alliés réagissent à l'annonce de plusieurs médias sud-coréens et japonais selon lesquels la Corée du nord s'appêterait à tester un missile à longue portée Taepodong-2 (missile de 35 mètres dont la portée est comprise entre 3 500 et 6 000 km) depuis le

site de lancement de Musudan-ri dans le nord-est du pays. Déjà assemblé, le missile se trouverait sur le pas de tir, ses réservoirs approvisionnés en carburant liquide (procédure quasi-irréversible tant il est difficile de vider des réservoirs qu'au demeurant la présence de carburant au-delà de 48 heures endommage) tandis que la fenêtre d'opportunité climatique (avant la mousson) est étroite (de l'ordre de quelques jours):

1. le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE considère qu'un tel "acte de provocation" transgresserait le moratoire de 1999 -- lequel, confirmé en 2002 puis 2004, est inclus dans l'accord-cadre du 19 septembre 2005 --, confirmerait une recherche volontaire de l'isolement et serait abordé avec "le plus grand sérieux" ([Condoleezza RICE, Remarks With Foreign Minister Miguel Angel Moratinos of Spain, 19 juin 2006](#))
2. l'ambassadeur américain auprès de l'ONU, John R. BOLTON, consulte les membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies quant à d'éventuelles actions, notamment l'imposition de sanctions économiques
3. l'ambassadeur américain au Japon, J. Thomas SCHIEFFER, estime qu'une action du CSNU sous la forme de l'imposition de sanctions aurait à être considérée
4. le premier ministre japonais Junichiro KOIZUMI avertit que le Japon -- en consultation avec son partenaire américain, "aurait à répondre sévèrement"
5. le ministre australien des Affaires étrangères, Alexandre DOWNER, prévient la Corée du nord qu'elle ferait une "grave erreur" en croyant pouvoir ainsi renforcer sa puissance de marchandage au sein des *Six-Party Talks*

La Chine et la Corée du sud adoptent en revanche des postures diplomatiques plus souples, la seconde annonçant par exemple qu'un test n'empêcherait pas l'ouverture des discussions économiques bilatérales prévues.

Au niveau stratégique, le département de la Défense pourrait décider d'activer le système de défense anti-missiles par missile intercepteur sol-air ("*Ground-Based Interceptor missile*").

Le régime nord-coréen a suspendu en novembre 2005 sa participation aux SPT (lesquels regroupent Etats-Unis, Corée du nord, Corée du sud, Chine, Japon et Russie) consécutivement à l'imposition de sanctions économiques prises par les Etats-Unis en septembre 2005 -- contre une banque (Macau Bank) et huit entreprises nord-coréennes officiellement accusées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue -- et perçues comme visant à isoler le régime nord-coréen. Depuis, en dépit de la déclaration conjointe du 19 septembre 2005, la Corée du nord conditionne la reprise des pourparlers au retrait des sanctions tandis que les Etats-Unis maintiennent un découplage entre les SPT et les sanctions économiques, exhortant la puissance nucléaire *de facto* à renouer sans pré-conditions le fil de la négociation.

Après 16 mois en fonction, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE annonce la démission du secrétaire d'Etat adjoint, Robert B. ZOELLICK**, lequel rejoindra la banque d'investissement Goldman Sachs ([Condoleezza RICE, Remarks With Deputy Secretary of State Robert B. Zoellick, 19 juin 2006](#)).

L'ancien représentant au Commerce de la première administration BUSH (2001-05) reste reconnu en tant que secrétaire adjoint pour avoir été l'architecte de la politique de l'"actionnaire responsable" (*responsible stakeholder*) visant à façonner plutôt qu'à contraindre la politique étrangère de la Chine (discours de septembre 2005) puis pour être parvenu à obtenir la signature d'un accord de paix entre le gouvernement soudanais et le principal des trois groupes rebelles de la province du Darfour (5 mai 2006).

Deux types de considérations expliquent le départ de M. ZOELLICK:

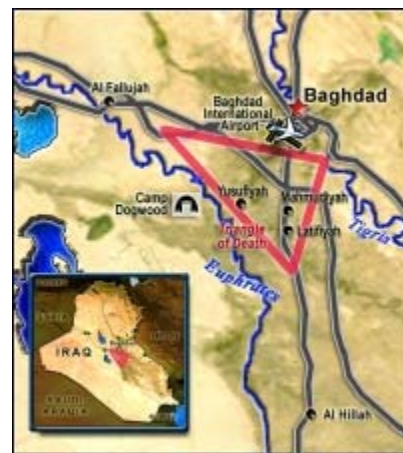
1. d'abord son parcours et ses émoluments, sa carrière ayant atteint un plafond dans le public tandis que le privé rémunère mieux
2. ensuite le durcissement de la politique de l'administration BUSH à l'égard de la Chine (visite équivoque d'Etat du président Hu JINTAO les 18-22 2006, rapport annuel du département de la Défense au Congrès en date du 23 mai 2006) implique de s'écarter du modèle du "*responsible stakeholder*"

Le Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak publie (CCMI) un communiqué dans lequel il annonce l'enlèvement de deux militaires américains le 16 juin 2006 à Yusufiyah, dans le "triangle de la mort" proche de la capitale.

Le 16 juin, des insurgés ont effectivement attaqué à l'arme légère un *checkpoint* sous la responsabilité de trois militaires de la 101^{ème} division aéroportée, tuant l'un d'entre eux et enlevant les deux autres. Il s'agit du premier enlèvement de militaires américains depuis le 9 avril 2004.

Dans un communiqué de presse, le porte-parole de la Force Multinationale en Irak, le major général William B. CALDWELL, rappelle qu'une opération conjointe américano-irakienne de recherche est en cours -- impliquant notamment 8 000 militaires et un JSTARS (pour *Joint Surveillance and Targeting Attack Radar System*, système permettant la détection à longue distance de cibles terrestres en mouvement).

Le CCMI est une organisation "parapluie" créée le 21 janvier 2006 qui regroupe huit groupes insurgés -- dont l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie -- dont elle a vocation à agréger les initiatives terroristes -- militaires, politiques et médiatiques -- à travers l'Irak en réduisant la duplication des activités (voir [schéma des principaux groupes insurgés sunnites](#) dans la rubrique "papiers"). Le Conseil affiche le triple objectif de "libérer l'Irak de l'occupation, unir et diriger les efforts des moudjahidin et élever l'étendard de l'islam" qui n'est autre que la synthèse des objectifs de ses membres constitutifs: bouter les troupes de la Coalition hors d'Irak puis y créer un califat.



18 juin

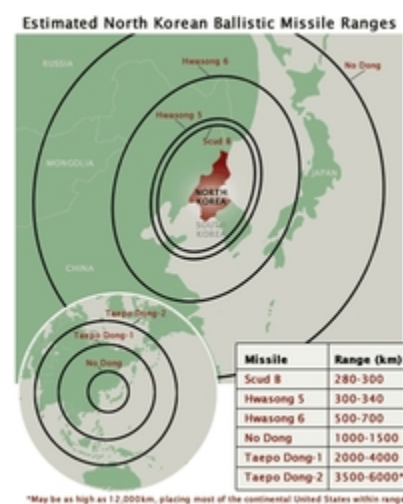
Plusieurs médias sud-coréens et japonais estiment (de sources officielles) que **la Corée du nord s'apprêterait à tester un missile à longue portée Taepodong-2 (missile de 35 mètres dont la portée est comprise entre 3 500 et 6 000 km) depuis le site de lancement de Musudan-ri** dans le nord-est du pays. Déjà assemblé, le missile se trouverait sur le pas de tir, ses réservoirs approvisionnés en carburant liquide (procédure quasi-irréversible tant il est difficile de vider des réservoirs qu'au demeurant la présence de carburant au-delà de 48 heures endommage) tandis que le fenêtrage d'opportunité climatique (avant la mousson) est étroite (de l'ordre de quelques jours).

Alors que les *Six-Party Talks* (SPT) sur son programme nucléaire se trouvaient dans une impasse, la Corée du nord a déclaré en mars 2005 ne plus être liée par le moratoire sur les tests de missiles à longue portée qu'elle s'était imposé en 1999 consécutivement à la crise du 31 août 1998 (un missile Taepodong-1 avait survolé le Japon), puis avait confirmé en 2001 et 2002, et a procédé aux tests de plusieurs missiles à courte portée.

Le régime nord-coréen a suspendu en novembre 2005 sa participation aux SPT (lesquels regroupent Etats-Unis, Corée du nord, Corée du sud, Chine, Japon et Russie) consécutivement à l'imposition de sanctions économiques prises par les Etats-Unis en septembre 2005 -- contre une banque (Macau Bank) et huit entreprises nord-coréennes officiellement accusées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue -- et perçues comme visant à isoler le régime nord-coréen. Depuis, en dépit de la déclaration conjointe du 19 septembre 2005, la Corée du nord conditionne la reprise des pourparlers au retrait des sanctions tandis que les Etats-Unis maintiennent un découplage entre les SPT et les sanctions économiques, exhortant la puissance nucléaire *de facto* à renouer sans pré-conditions le fil de la négociation.

La motivation de la Corée du nord consiste à apporter la démonstration de sa capacité de nuisance potentielle (non seulement plusieurs armes nucléaires mais encore leurs vecteurs) en vue de trois objectifs:

1. pré-conditionner la reprise des SPT



2. sanctuariser le territoire national
3. et bénéficier du même traitement que l'Iran -- perçu comme favorable -- de la part de la communauté internationale

Outre la dégradation de l'alliance entre les États-Unis et la Corée du sud, son but reste la formalisation de négociations directes avec les premiers en vue d'un accord par lequel elle renoncerait à ses programmes missiliers en contrepartie d'une normalisation des relations diplomatiques bilatérales, de garanties de sécurité et d'aides diverses (énergétique, alimentaire et commerciale).

La Corée du nord continue ainsi d'incarner la principale menace que redoutent les États-Unis:

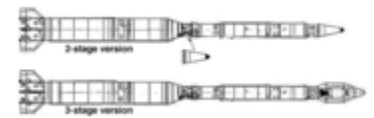
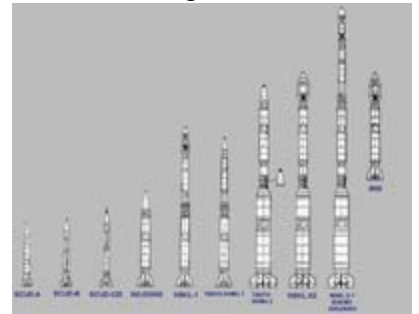
1. un régime dictatorial ou "voyou"
2. doté de l'arme nucléaire
3. pourvu de missiles balistique à longue portée
4. dans un environnement régional incertain aux plans géopolitique et géostratégique

Développé à partir du Taepodong-1 mais capable d'atteindre l'Alaska, pouvant servir aussi bien de missile balistique que de missile lanceur de satellites, le test d'un Taepodong-2 pourrait consister à placer un satellite en orbite, essai dont la relative

légitimité diviserait alors la communauté internationale dans ses réactions, notamment la Corée du sud d'un côté, les États-Unis et le Japon de l'autre. Ces deux derniers profiteraient de l'évènement pour réviser leur politique nord-coréenne et remobiliser en faveur des coûteux

projets *Ballistic Missile Defense* (BMD) et *Theater High Altitude Area Defense* (THAAD); certains responsables politiques nationalistes nippons pourraient même réclamer la nucléarisation militaire de l'archipel. La Chine profiterait de ce test qui confirmerait aux États-Unis et au Japon le caractère indispensable de sa médiation (pour la résolution de la problématique nord-coréenne).

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony SNOW, exhorte la Corée du nord -- sur Fox News ("Fox News Sunday") -- à réintégrer les SPT.



17 juin

Au cours de son allocution radiodiffusée hebdomadaire, le président George W. **BUSH considère que l'intensité de l'engagement américain -- politique, militaire et financier -- auprès de l'Irak le revêt d'un caractère d'autant plus irréversible que les défis y restent "sérieux"** ([George W. BUSH, President's Radio Address, 17 juin 2006](#)).

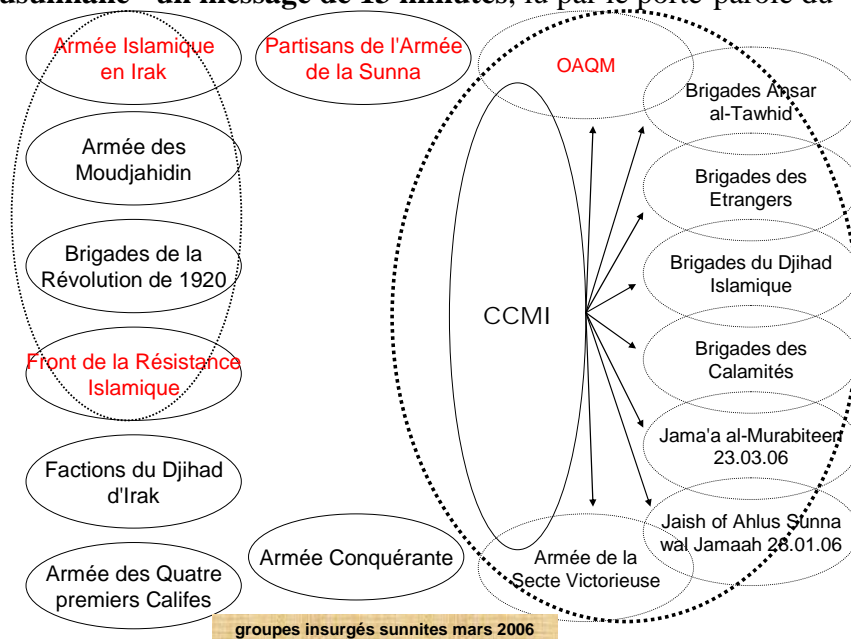
M. BUSH réaffirme ainsi son soutien indéfectible au cabinet du premier ministre irakien Nouri Kamal AL-MALIKI puis détaille les missions inscrites à l'agenda des États-Unis afin d'aider ce dernier aux plans sécuritaire, économique et politique:

- en matière sécuritaire:
 - former les forces de sécurité irakiennes par des "équipes de transition"
 - améliorer les systèmes de commandement et de contrôle des ministères irakiens de la Défense et de l'Intérieur
 - éradiquer la corruption
 - punir des violations des droits de l'homme
 - démilitariser le fonctionnement des institutions
 - mettre en place un système judiciaire
 - et réconcilier les communautés ethno-confessionnelles
- en matière économique:
 - envoyer des experts en macro-économie
 - et assister à la reconstruction, pour restaurer notamment les niveaux de productions électrique et pétrolière
- en matière politique:
 - "encourager" les États à honorer leurs promesses de dons le cas échéant
 - et élaborer un "contrat international" par lequel la communauté internationale récompenserait les progrès réalisés en Irak par un soutien accru

16 juin

Le commandant du Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak (CCMI), Abdullah Rashid **AL-BAGHDADI**, adresse à la "nation musulmane" un message de 13 minutes, lu par le porte-parole du CCMI (Abou Ammar AL-DULAYMI), dans lequel après -- avoir loué ce que fut et ce que fit Abou Moussab AL-ZARKAOUI (un "symbole de bravoure, de résolution") -- il présente l'élimination du commandant de l'Organisation al-Qaida en Irak comme offrant une double opportunité:

1. d'abord de réévaluer l'action globale des moudjahidin sur le théâtre d'opérations irakien
2. ensuite de revitaliser et renforcer un djihad ayant vocation à se poursuivre "jusqu'au jour du jugement dernier"



Tandis qu'il avertit les "Croisés", la communauté arabe chiite et les Iraniens d'attaques imminentes, M. AL-BAGHDADI exhorte la communauté arabe sunnite d'Irak à honorer la mort d'AL-ZARKAOUI en soutenant le djihad.

Le CCMI est une organisation "parapluie" créée le 21 janvier 2006 qui regroupe huit groupes insurgés -- dont l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie -- dont elle a vocation à agréger les initiatives terroristes -- militaires, politiques et médiatiques -- à travers l'Irak en réduisant la duplication des activités (voir schéma des principaux groupes insurgés sunnites *supra*). Le Conseil affiche le triple objectif de "libérer l'Irak de l'occupation, unir et diriger les efforts des moudjahidin et élever l'étendard de l'islam" qui n'est autre que la synthèse des objectifs de ses membres constitutifs: bouter les troupes de la Coalition hors d'Irak puis y créer un califat.

La Chambre des Représentants vote par 256 voix contre 153 la résolution proposée par le parti républicain qui rattache l'Opération Iraqi Freedom à la guerre globale contre le terrorisme et exclut la fixation d'un calendrier pour le retrait des troupes américaines d'Irak.

Si son vote ne lie pas l'administration du président George W. BUSH, cette résolution dispose que les Etats-Unis:

1. sont engagés dans "une guerre globale contre la terreur, une lutte longue et exigeante contre un adversaire mu par la haine des valeurs américaines et qui est déterminé à imposer, par l'emploi de la terreur, son idéologie répressive à travers le monde"
2. doivent achever "la mission de créer un Irak souverain, libre, sûr et uni"
3. ne doivent pas fixer "une date arbitraire pour le retrait ou le redéploiement" des troupes américaines mobilisées au sein de la Force Multinationale en Irak

Presque quatre ans après avoir autorisé le recours à la force armée contre le régime baasiste de Saddam Hussein (octobre 2002), huit mois après avoir voté une résolution de principe faisant de 2006 une année de "transition significative" (novembre 2005) et moins de cinq mois avant les élections de mi-mandat (au cours desquelles la thématique de l'intervention extérieure en Irak pourrait constituer l'un des principaux clivages et déterminants du vote), le débat des causes et de la conduite de l'Opération *Iraqi Freedom* -- notamment la controverse faisant du théâtre d'opérations irakien la partie d'un tout, l'un des champs de bataille de la guerre globale livrée contre le terrorisme -- révèle ainsi que la Chambre

haute majoritairement républicaine n'a pas oublié les "leçons du 11 septembre" chères au président BUSH.

Au titre des votes affranchis des consignes partisans, 42 démocrates appuient la résolution républicaine (toutefois, 81 avaient voté en octobre 2002 la résolution autorisant le recours à la force armée) tandis que trois républicains la rejettent.

En qualifiant d'"avancement" pour la résolution diplomatique de la crise liée au programme nucléaire iranien le paquet de mesures incitatives et dissuasives élaboré par l'UE-3 puis approuvé par les Etats-Unis, la Chine et la Russie le 1er juin et enfin formellement présenté au gouvernement iranien le 6 juin, de même en assurant que son gouvernement répondra dans le délai imparti, le président iranien Mahmoud **AHMADINEJAD semble amorcer la troisième phase du cycle d'une crise qu'est (après la pré-crise puis la crise et avant l'impact final) la détente.**

Cinq jours après l'envoi de signaux nuancés par les décideurs et responsables iraniens, cette déclaration suit un entretien entre les présidents iranien et chinois (Hu JINTAO) en marge du sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai (l'OCS regroupe la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan), sommet auquel l'Iran est invité en tant qu'observateur, et alors que l'Iran dispose d'un délai de l'ordre de semaines plutôt que de mois pour accepter ou décliner une offre similaire à celle acceptée par la Corée du nord en 1994 (vraisemblablement le sommet du G-8 qui se tient à Saint-Petersbourg les 15-17 juillet 2006).

Tout en précisant que l'acquisition de la technologie nucléaire importe davantage que la prospection pétrolière, M. AHMADINEJAD n'en ajoute pas moins que la réponse du gouvernement iranien sera déterminée par les "intérêts du peuple de la République Islamique d'Iran" avant de souligner que l'Iran, la Chine et la Russie s'efforcent conjointement de confiner les "tendances inquisitoriales de certaines puissances".

15 juin

Souhaité par le département d'Etat depuis le 9 juin 2006 afin d'arrêter la position de la communauté internationale, puis coordonner les politiques des participants (outre les Etats-Unis et la Norvège qui co-président, le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour la Somalie -- François Fall --, l'Union européenne, la Suède, le Royaume-Uni, la Tanzanie et des représentants de l'Union Africaine), sur le soutien que les Nations Unies ont jusqu'à présent apporté au gouvernement fédéral intérimaire basé à Baidoa (280 km au nord-ouest de Mogadiscio), en vue notamment d'empêcher la sanctuarisation du terrorisme transnational dans le pays, le **Groupe de Contact sur la Somalie réuni à New York conclut que le gouvernement fédéral intérimaire doit amorcer des négociations avec l'UTI et bénéficier d'un soutien économique et politique accru et coordonné en provenance de la communauté internationale.**

L'initiative américaine avait suivi de quatre jours la prise de la capitale (Mogadiscio) par la milice islamiste de l'Union des Tribunaux Islamiques (UTI, créée en 1994) après quatre mois de combats rapprochés contre les "ennemis de l'Islam" qu'incarne l'Alliance pour la Restauration de la Paix et Contre la Terreur (ARPCT).

Si l'assistante du secrétaire d'Etat pour les Affaires africaines, Jendayi E. FRAZER, reconnaît à l'issue de la réunion que la relation informelle entre les Etats-Unis et la direction de l'UTI (notamment son président, le cheik Sharif AHMED) évolue de manière "encourageante" (après une première lettre de M. AHMED appelant une "relation amicale", celui-ci affirme dans une seconde que l'UTI dénierait aux terroristes la mise en place d'un sanctuaire en Somalie en général et à Mogadiscio en particulier), le secrétaire général des Nations Unies, Kofi ANNAN, réproouve expressément le soutien financier apporté depuis 2002 par les Etats-Unis aux "seigneurs de la guerre" de l'ARPCT.



Presque quatre ans après avoir autorisé le recours à la force armée contre le régime baasiste de Saddam Hussein (octobre 2002), huit mois après avoir voté une résolution de principe faisant de 2006 une année

de "transition significative" (novembre 2005) et moins de cinq mois avant les élections de mi-mandat (au cours desquelles la thématique de l'intervention extérieure en Irak pourrait constituer l'un des principaux clivages et déterminants du vote), **le Congrès débat des causes et de la conduite de l'Opération Iraqi Freedom, notamment la controverse faisant du théâtre d'opérations irakien la partie d'un tout, l'un des champs de bataille de la guerre globale livrée contre le terrorisme.**

L'enjeu du débat parlementaire est un vote (qui ne lie pas l'administration du président George W. BUSH) sur une résolution proposée par le parti républicain, laquelle dispose que les Etats-Unis:

1. sont engagés dans "une guerre globale contre la terreur, une lutte longue et exigeante contre un adversaire mu par la haine des valeurs américaines et qui est déterminé à imposer, par l'emploi de la terreur, son idéologie répressive à travers le monde"
2. doivent achever "la mission de créer un Irak souverain, libre, sûr et uni"
3. ne doivent pas fixer "une date arbitraire pour le retrait ou le redéploiement" des troupes américaines mobilisées au sein de la Force Multinationale en Irak

Quoique les lignes de fracture sur les causes de la guerre (dans une moindre mesure sur sa conduite) soient souvent intra-partisanes -- divisant le parti de l'âne (démocrate) aussi bien que celui de l'éléphant (républicain) --, les représentants et sénateurs républicains qui ont initié ce débat parlementaire visent à exploiter les divisions intra-démocrates -- en matière de sécurité nationale en général, à l'égard de l'OIF en particulier -- en vue de remobiliser le soutien de l'opinion publique américaine. Outre la guerre des mots (les démocrates seraient des "défaitistes" pressés d'enhardir le terrorisme international et d'hypothéquer la sécurité nationale), cette exploitation est facilitée par la procédure de vote: alors que la résolution aborde différentes thématiques, elle ne peut faire l'objet d'amendements préalables et doit être votée en bloc.

A la demande du sénateur républicain Mitch McCONNELL, la Chambre haute rejette par exemple par 93 voix contre 6 l'"amendement Kerry" (la demande d'un calendrier pour le retrait quasi-complet des troupes d'ici au 31 décembre 2006 un temps formulée en novembre 2005 par le sénateur John F. KERRY, ancien candidat à l'élection présidentielle), auquel le leader de la majorité sénatoriale, Bill FRIST, appose la formule "*cutting and running*"; outre le sénateur KERRY visé, Russel FEINGOLD, Edward M. KENNEY et trois autres sénateurs votent contre. Les démocrates ripostent en exigeant qu'un vote (de préférence de condamnation) ait lieu sur l'un des volets du plan de réconciliation nationale proposée par le premier ministre irakien, Nouri Kamal AL-MALIKI, celui accordant l'amnistie aux individus insurgés appartenant à la "résistance" contre les troupes d'occupation de la Force Multinationale en Irak et qui accepteraient désormais d'intégrer le jeu politique.

Au total, plus de 140 parlementaires prennent la parole à la tribune de chacune des chambres, basse et haute. Ci-après les principales considérations des représentants républicains et démocrates:

- républicains:
 - Mike ROGERS affirme que les progrès réalisés en Irak sont quotidiens
 - le leader de la majorité, John BOEHNER, se demande si les Etats-Unis vont lutter ou se retirer face à la "tâche définitoire du 21^{ème} siècle" qu'est la lutte contre les "terroristes radicaux"
 - le président de la Chambre, Dennis HASTERT, et Heather A. WILSON cadrent le débat comme une alternative entre deux options: "la résolution" ou "le retrait", ce dernier revenant selon eux à attendre le déclenchement d'une nouvelle campagne terroriste sur le territoire des Etats-Uni
 - Charlie NORWOOD prétend que la "volonté de gagner" fait défaut à la plupart des démocrates
- démocrates:
 - le leader de la minorité, Nancy PELOSI, qualifie l'OIF d'"erreur grotesque"
 - John P. MURTHA estime qu'aucun progrès n'est réalisé en Irak et que les troupes américaines glissent de la contre-insurrection à l'interposition dans une guerre civile de basse intensité
 - Barney FRANK considère que seule l'Opération *Enduring Freedom* sur le théâtre afghan était une "réponse aux attaques terroristes" du 11 septembre 2001
 - Jane HARMAN exhorte ses collègues à abandonner la déférence du Congrès en temps de guerre (ou "passivité") à l'égard de l'administration présidentielle

Après l'Opération *Mountain Lion*, opération conjointe américano-afghane (2 500 militaires au total) lancée le 15 avril 2006 dans la province orientale de Kunar à la frontière afghano-pakistanaise, **l'Armée Nationale Afghane appuyée par le Commandement des Forces Conjointes en Afghanistan (CFC-A pour *Combined Forces Command -- Afghanistan* qui regroupe des militaires américains, britanniques et canadiens) lancent l'Opération *Mountain Thrust* (OMT) dans les provinces afghanes australes de Zaboul, Kandahar, Helmand et Oruzgan.**

Plus importante opération depuis le changement de régime à l'automne 2001, l'OMT poursuit cinq buts:

1. déséquilibrer puis disloquer les forces ennemies (*id est* les insurgés taliban et les terroristes appartenant à -- ou se réclamant de -- al-Qaida)
2. enrayer puis interdire le processus de sanctuarisation
3. étendre l'emprise territoriale du gouvernement afghan
4. faciliter l'administration, la reconstruction et l'assistance humanitaire des provinces
5. et préparer la transition de la responsabilité de la stabilisation, des forces conjointes emmenées par les Etats-Unis (CFC-A) à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS-OTAN)

Au cours d'une conférence de presse, le porte-parole de l'armée américaine en Irak, le major général William CALDWELL, **identifie l'Egyptien Abou Ayyub AL-MASRI comme l'individu nommé le 12 juin 2006 commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie (OAQM) sous le nom de guerre d'Abou Hamza AL-MUHAJIR.**

Terroriste actif depuis son adhésion au Djihad Islamique Egyptien (DIE) en 1982, résidant du Soudan jusqu'en 1995, réputé expert en explosifs après avoir participé au djihad afghan contre les troupes soviétiques dans les années 1980 puis suivi un entraînement dans le camp afghan de Farouq (organisé par MM. Oussama BEN LADEN et Ayman AL-ZAWAHIRI) de 1999 à 2001, un temps membre des Partisans de l'Islam (2001-2), M. AL-MASRI est considéré proche de l'ancien commandant du DIE et actuel numéro deux d'al-Qaida transnational, l'idéologue égyptien Ayman AL-ZAWAHIRI.



Après avoir participé à la mise en place du réseau proto-OAQM (l'organisation Monothéisme et Djihad), M. AL-MASRI aurait été successivement responsable -- au sein de l'OAQM commandée par Abou Moussab AL-ZARKAOUI (éliminé le 7 juin 2006) -- des attentats suicides au départ de Falloûdjah, du renseignement opérationnel, de la pénétration des combattants irréguliers étrangers sur le territoire irakien *via* la Syrie puis de l'ensemble des opérations dans le sud irakien. Il participe en 2004 aux deux batailles de Falloûdjah.

Le major général CALDWELL réserve toutefois la fiabilité du renseignement, soulignant que deux autres responsables de l'OAQM prétendent encore au commandement du réseau terroriste:

1. Abou Abdul-Rahman AL-IRAQI, jusqu'à présent commandant adjoint de l'OAQM
2. Abdullah bin Rashid AL-BAGHDADI, l'un des deux commandants du Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak (l'autre étant Abou Maysarah al-Iraqi, qui dirige également la branche média de l'OAQM)

Il chiffre enfin les résultats des 452 opérations menées par les forces de sécurité irakiennes et la Force Multinationale en Irak depuis le 7 juin 2006 (dont 255 conjointes et 143 conduites par les seules forces de sécurité irakiennes):

- 759 "éléments anti-Irakiens" ont été arrêtés
- 104 "terroristes" ont été tués
- et 28 caches d'armes ont été mises à jour

14 juin

S'il considère au cours d'une conférence de presse de retour d'Irak que le "succès" de l'Opération *Iraqi Freedom* (défini comme un Irak viable qui s'autogouverne et est capable de remplir les missions de souveraineté de la défense et de la sécurité) dépendra *in fine* de la volonté de réussir des seuls Irakiens, le

président George W. **BUSH se dit convaincu de ce que les progrès régulièrement réalisés sur le théâtre d'opérations irakien permettront aux Etats-Unis de remplir leur mission** et réaffirme que le nouveau cabinet jouit du soutien des Etats-Unis ([George W. BUSH, Press Conference of the President, Washington, 14 juin 2006](#)). Il en profite pour réaffirmer le soutien de son administration au nouveau cabinet dirigé par le premier ministre Nouri Kamal AL-MALIKI, soutien d'autant plus indéfectible que l'Irak est un volet de la "guerre contre la terreur" (le "mouvement djihadiste international" y nourrit l'"ambition territoriale" d'installer un sanctuaire) et que le président conserve un système de croyances et maintient un processus de prise de décision empreints des "leçons apprises du 11 Septembre". "Evidemment", des problèmes demeurent tant en matière de rétablissement de la sécurité (augmentation de la violence intercommunautaire, persistance de la violence insurgée et conflits de loyauté au sein des forces de sécurité irakiennes -- principalement la police -- entre ancienne appartenance milicienne et nouvelle solidarité gouvernementale) que de reconstruction économique (bas niveaux des productions énergétiques: électricité et pétrole). Les récentes opérations lancées en Irak ne mettront certainement pas un terme au terrorisme.

Mais des progrès sont en cours dans ces mêmes domaines de la sécurité et de la reconstruction économique, progrès que la tenue des promesses d'aide internationale devrait consolider. M. BUSH loue par exemple le plan de réconciliation nationale proposé par M. AL-MALIKI. Simultanément au lancement dans Bagdad de l'Opération "en avant ensemble" (*Amaliya Ma'an ila Al-Amam*), opération conjointe américano-irakienne de contre-insurrection/terrorisme et d'aide humanitaire (selon M. MALIKI et visant à "restaurer la sécurité et l'Etat de droit" aux dires de M. BUSH) mobilisant dans la capitale épiceutre insurrectionnel 26 000 militaires et 23 000 policiers irakiens ainsi que 7 200 militaires de la Force Multinationale en Irak en vue de "restaurer la sécurité et l'Etat de droit" (multiplication des checkpoints, couvre-feu de 21h à 6h et application stricte de l'interdiction du port d'arme), M. AL-MALIKI offre à nouveau une amnistie limitée aux groupes insurgés: ceux désormais intéressés par une modalité conventionnelle de la participation politique et non compromis dans l'assassinat d'Irakiens (ceux appartenant à la "résistance" contre l'occupation des troupes de la Force Multinationale en Irak -- c'est-à-dire la violence discriminée frappant les seuls militaires et perçue comme légitime) pourront intégrer le processus politique en contrepartie de leur désarmement et de leur démobilisation.

13 juin

Nouvellement nommé au commandement de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie (12 juin 2006) en remplacement d'Abou Moussab AL-ZARKAOUI, l'émir Abou Hamza **AL-MUHAJIR publie un communiqué intitulé "Tous seront vaincus et fuiront" à l'adresse de la nation musulmane, des "Croisés" et des Chiïtes dans lequel il vise à remobiliser le soutien des Musulmans à la cause djihadiste**. Dans ce communiqué publié *via* le Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak, AL-MUHAJIR:

- affirme que la détermination, le moral et la puissance des membres de l'Organisation continuent de croître permettant aux moudjahidin d'atteindre le "stade final" lors duquel l'ennemi n'a plus d'autre option que la fuite
- rappelle que les troupes d'occupation, les forces de sécurité chiïtes et les collaborateurs sunnites sont autant de groupes qui commettent des massacres contre la communauté arabe sunnite
- avertit les *rafidha* (terme sunnite péjoratif -- "rejectionnistes" et "renégats" -- pour désigner les Chiïtes) que la guerre totale livrée contre eux depuis la déclaration d'Abou Moussab AL-ZARKAOUI en date du 14 septembre 2005 (confirmée par une série de trois discours de l'ancien commandant en date du 2 juin 2006) se poursuit
- prévient les "Croisés" que le radicalisme des héritiers d'Abou Moussab AL-ZARKAOUI est plus redoutable encore
- et exhorte les Musulmans à se mobiliser en vue de l'assaut des troupes de la Force Multinationale qu'il pressent contre la ville de Ramâdî

Au cours d'une visite surprise de cinq heures dans la capitale irakienne (la seconde journée d'une réunion interministérielle à Camp David, consacrée à la stratégie des Etats-Unis pour une victoire en Irak, était officiellement prévue) et après s'être entretenu en tête-à-tête avec le premier ministre irakien, Nouri

Kamal AL-MALIKI, dont il loue la "force de caractère" et la "volonté de réussir", le président George W. **BUSH réaffirme l'engagement des Etats-Unis aux côtés du nouveau gouvernement permanent souverain d'Irak** investi en deux temps les 20 mai et 8 juin 2006 ([George W. BUSH, President Bush Makes Surprise Visit to Iraq, Meets with Prime Minister Maliki in Baghdad, Bagdad, 13 juin 2006](#)).

M. BUSH profite de ce second voyage en Irak depuis le changement de régime en avril 2003 (il avait célébré *Thanksgiving* à l'aéroport international de Bagdad en novembre 2003) pour:

1. qualifier le théâtre d'opérations irakien de "front central" dans la "guerre contre la terreur", maintenant ainsi la connexion OIF -- GWOT (légitimant la première au regard de la seconde) après les deux tournants que sont l'investiture du cabinet (8 juin 2006) et l'élimination du commandant de l'Organisation al-Qaida en Irak, Abou Moussab AL-ZARKAOUI (7 juin 2006)
2. s'accorder avec le nouveau cabinet sur le triptyque stratégique (démocratisation, reconstruction et contre-insurrection) à mettre en oeuvre en vue d'une victoire (définie comme un Irak viable qui s'autogouverne et est capable d'assurer sa défense) à laquelle les Etats-Unis et le monde ont selon lui intérêt

Aux troupes américaines, le président assure que leur sacrifice consenti en ces "temps historiques" est "noble" et "important" ([George W. BUSH, President Bush Visits Troops in Iraq, Bagdad, 13 juin 2006](#)).

12 juin

Après les "points de rupture" (sans pour autant être synonyme de réduction de la violence) que sont l'investiture du nouveau gouvernement permanent souverain d'Irak (deux temps: 20 mai et 8 juin 2006) puis l'élimination du commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie (7 juin 2006), la **première journée (12 et 13 juin) de la réunion interministérielle de Camp David qui a pour objet de recalibrer la stratégie des Etats-Unis pour la "victoire" (de l'administration américaine comme du gouvernement irakien) en Irak** -- "victoire" définie comme un Irak viable (reconstruction) qui s'autogouverne (démocratisation) et est capable d'assurer sa défense (contre-insurrection) -- porte sur trois principales thématiques: la sécurité, l'économie et l'énergie (avec notamment une proposition présidentielle de création d'un fonds national irakien affectant directement les revenus du pétrole à la reconstruction).

La réunion interministérielle regroupe:

1. les membres du *National Security Council*, notamment le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE, le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD, le Directeur du Renseignement National John D. NEGROPONTE et le Conseiller pour la Sécurité Nationale Stephen J. HADLEY
2. ainsi que de hauts responsables de l'administration (le directeur de cabinet Joshua B. BOLTEN ou le conseiller du président Dan BARTLETT) et du théâtre d'opération irakien (en direct de Bagdad par téléconférence: l'ambassadeur Zalmay KHALILZAD, le commandant des troupes américaines en Irak le général George W. CASEY et le chef du Commandement Central -- CENTCOM -- le général John P. ABIZAID)

A l'issue de la réunion interministérielle, le président George W. BUSH ([George W. BUSH, President's Remarks to the Travel Pool After Meetin with Interagency Team on Iraq, Camp David, 12 juin 2006](#)):

1. réaffirme le soutien de son administration au nouveau gouvernement permanent souverain d'Irak dirigé par le premier ministre Nouri Kamal AL-MALIKI
2. maintient que la décision d'un retrait graduel des troupes américaines d'Irak sera déterminée par la situation militaro-sécuritaire concrète sur le terrain telle qu'évaluée -- en vue du triple objectif de la "victoire" susmentionné -- par les responsables militaires (il prévient de l'imminence d'une nouvelle estimation du général George W. CASEY); M. BUSH précise vouloir notamment s'assurer de la capacité des forces de sécurité irakiennes d'assumer la responsabilité de la défense (intégrité du territoire) et de la sécurité (maintien de l'ordre public)
3. souligne qu'aider l'Irak à parachever son processus de démocratisation "vaut la peine" des efforts consentis
4. soutient que "l'ennemi" insurgé en Irak n'a élaboré aucune "philosophie positive" pour l'après-occupation

5. et avertit le successeur d'Abou Moussab AL-ZARKAOUI au commandement de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie, Abou Hamza AL-MUHAJIR, qu'il constitue dorénavant la cible des forces armées américaines

Dans le même temps, la Chambre des Représentants votent par 351 voix contre 67 la rallonge budgétaire de 65,8 milliards de dollars allouée au financement des opérations militaires sur les théâtres afghan et irakien (s'y ajoutent 4 milliards de dollars d'aide étrangère à destination de l'Irak).

Au cours d'une réunion à Vienne des 35 membres du Conseil des gouverneurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), l'ambassadeur américain auprès de l'agence onusienne, Gregory **SCHULTE**, considère que **"la balle est dans le camp de l'Iran" auquel il appartient désormais de tirer avantage de la fenêtre d'"opportunités diplomatiques" ouverte par l'UE-3** (Allemagne, France et Grande-Bretagne au nom de l'Union européenne) avec le soutien des Etats-Unis, de la Chine et de la Russie.

Auparavant, le directeur de l'agence onusienne, Mohammed EL BARADEI, a introduit la réunion en exhortant l'Iran à coopérer davantage avec l'AIEA et en estimant que la sortie de crise passe par le dialogue et l'"arrangement mutuel".

L'ambassadeur iranien auprès de l'AIEA, Ali Asghar SOLTANIEH, recommande de son côté d'éviter toute déclaration "politiquement motivée" qui détériorerait un "environnement" propice à une solution diplomatique tandis que le porte-parole du gouvernement iranien, Gholamhossein ELHAM, avertit que les "droits nucléaires" de l'Iran, notamment l'enrichissement de l'uranium, ne sont pas négociables.

Cinq jours après l'élimination d'Abou Moussab AL-ZARKAOUI le 7 juin 2006, la branche information du Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak publie un **communiqué du conseil de la charia de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie informant de la nomination du cheik Abou Hamza AL-MUHAJIR au commandement** du groupe djihadiste.

Publié sur le site internet *Al Hesba*, ce communiqué présente le nouvel émir -- dont le nom ("l'immigrant") indiquerait qu'il n'est pas d'origine irakienne -- comme un "frère" aguerri au djihad et érudit.

11 juin

S'ils prétendent la veille d'une réunion des 35 membres du Conseil des gouverneurs de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique que l'Iran se tient prêt à négocier en nourrissant l'espoir de "discussions constructives", les décideurs et responsables iraniens envoient des signaux nuancés relativement au "paquet" de mesures incitatives (récompenses) et dissuasives (pénalités) élaboré par l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne au nom de l'UE) puis approuvé le 1er juin par les Etats-Unis, la Chine et la Russie (formule "P-5+1": cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies plus l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3) et enfin présenté le 6 juin 2006 au gouvernement iranien par le haut-représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune, Javier SOLANA. L'Iran dispose d'un délai de l'ordre de semaines plutôt que de mois (vraisemblablement le sommet du G-8 qui se tient à Saint Petersburg les 15-17 juillet 2006) pour accepter ou décliner une offre similaire à celle acceptée par la Corée du nord en 1994.

Après avoir mentionné lors d'une conférence de presse au Caire (consécutive à un entretien avec le président égyptien Hosni MOUBARAK et le secrétaire général de la Ligue Arabe, Amr MOUSSA, ayant vocation à les assurer de la finalité civile -- pacifique -- du programme nucléaire iranien) les "points positifs" du "paquet" (la coopération nucléaire civile, la fourniture d'un réacteur nucléaire à eau légère et l'initiative d'un dialogue sécuritaire régional), le négociateur en chef iranien, Ali LARIJANI, relève cependant des "points ambigus" et des "problèmes" (les activités d'enrichissement sur le sol iranien) tout en confirmant le rejet par l'Iran d'une suspension préalable de ses activités d'enrichissement d'uranium.

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Hamid Reza ASEFI, rappelle de son côté que les droits de la nation iranienne -- laquelle "dispose de l'initiative" -- ne sont pas négociables avant de distinguer les points "acceptables" et ceux "inacceptables" du paquet, en passant par ceux "ambigus" ou qui méritent d'être "renforcés".

A condition que l'Iran suspende de manière "immédiate", "complète" et "vérifiable" (Condoleezza RICE, discours du 31 mai 2006) ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires, les principales mesures incitatives que contient l'offre du "P-5+1" sont (importance décroissante):

1. la participation des Etats-Unis à des discussions multilatérales avec l'Iran sur son programme nucléaire
2. des assurances en matière de technologie nucléaire civile (pacifique), notamment une coopération nucléaire civile avec les Etats-Unis, la fourniture d'un réacteur nucléaire à eau légère par l'UE et la garantie de l'approvisionnement en combustible nucléaire
3. une densification des relations commerciales et financières
4. le soutien de la candidature iranienne à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
5. et la levée des embargos partiels américains frappant certains biens à destination de l'Iran, notamment en matière aéronautique ou de systèmes d'alerte précoce des tremblements de terre

Découlant du référé immédiat devant le CSNU qui suivrait un refus iranien, les principales mesures dissuasives que contient l'offre du "P-5+1" sont:

1. un double embargo, sur l'exportation de certains biens et sur l'importation d'autres biens (matériels / technologies utiles pour l'exécution d'un programme nucléaire, armes)
2. le gel des avoirs des organisations et individus impliqués dans le programme nucléaire
3. la suspension de la coopération technique qu'assure l'Agence Internationale de l'Energie Atomique
4. le gel des contacts bilatéraux
5. l'interdiction de visas et de voyages pour les décideurs iraniens
6. et l'ajournement de la promesse faire à l'Iran d'une intégration prochaine au sein de l'OMC

Quatre jours après l'élimination de son commandant (7 juin 2006), Abou Moussab AL-ZARKAOUI, et afin de persuader d'une capacité opérationnelle intacte (si le commandant est mort, "Dieu éternel est en vie"), **l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie publie un communiqué** *via* le Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak dans lequel elle annonce:

1. renouveler son allégeance au numéro un de l'organisation al-Qaida transnationale, Oussama BEN LADEN
2. continuer le djihad sur le théâtre d'opérations irakien
3. et planifier des "attaques majeures" qui, menées conjointement avec les sept groupes insurgés que regroupe le Conseil des Moudjahidin, seront d'ampleur à "ébranler" la volonté adverse

En contrepartie d'un serment d'allégeance en date du 17 octobre 2004, Abou Moussab AL-ZARKAOUI avait été adoubé le 27 décembre 2004 par Oussama BEN LADEN "émir d'al-Qaida dans le pays des deux rivières". Il s'agissait d'une stratégie gagnant-gagnant puisque celui-là offrait à celui-ci une visibilité sur le théâtre irakien, allongeait sa portée géographique et popularisait une avant-garde en un mouvement tandis que le second revêtait le premier de sa légitimité, le démarquait du commun des insurgés en Irak et lui offrait l'accès à ses réseaux de financement -- tout en gérant sa brève ascension au sein de la hiérarchie du djihad global.

Le Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak est une organisation "parapluie" créée le 21 janvier 2006 qui regroupe huit groupes insurgés -- dont l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie -- dont elle a vocation à agréger les initiatives terroristes -- militaires, politiques et médiatiques -- à travers l'Irak en réduisant la duplication des activités. Le Conseil affiche le triple objectif de "libérer l'Irak de l'occupation, unir et diriger les efforts des moudjahidin et élever l'étendard de l'islam" qui n'est autre que la synthèse des objectifs de ses membres constitutifs: bouter les troupes de la Coalition hors d'Irak puis y créer un califat.

10 juin

Dans son allocution radiodiffusée hebdomadaire, le président George W. BUSH **qualifie la semaine écoulée de "bonne pour la cause de la liberté" après l'élimination le 7 juin du commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie, Abou Moussab AL-ZARKAOUI** ([George W. BUSH, President's Radio Address, 10 juin 2006](#)). Ce "revers sévère" pour "l'idéologie de la terreur" est une "victoire importante" dans la guerre globale contre le terrorisme: l'Irak "libre et démocratique" dont AL-ZARKAOUI souhaitait la ruine lui survit finalement; mieux, il se consolide "au coeur du Moyen-Orient".

M. BUSH loue les premières mesures décidées par le nouveau gouvernement permanent souverain afin de restaurer la sécurité, félicitant particulièrement son premier ministre, Nouri Kamal AL-MALIKI, pour être parvenu à faire approuver par le Conseil des Représentants les ministres de la Défense, l'Intérieur et de la Sécurité Nationale; il les assure à nouveau du "plein soutien" des Etats-Unis.

Le président n'en modère pas moins son optimisme. L'élimination d'AL-ZARKAOUI n'annonce pas le crépuscule de l'insurrection, encore moins celui de la violence. Au contraire, certains groupes insurgés djihadistes pourraient être tentés d'augmenter le volume de leur activité dans l'après-ZARKAOUI pour deux raisons:

1. apporter la démonstration par le sang d'une capacité opérationnelle intacte
2. promouvoir un agenda autonome à la faveur de la perception d'une fenêtre d'opportunité

Aussi exhorte-t-il l'opinion américaine à plus de sacrifice et une patience renouvelée.

M. BUSH en profite enfin pour annoncer qu'une série de réunions à Camp David aura pour objet d'actualiser la stratégie des Etats-Unis pour la victoire en Irak -- définie comme un Irak autonome qui s'autogouverne et est capable d'assurer sa propre défense:

1. une première réunion du Conseil de Sécurité Nationale (*National Security Council* -- NSC) le 12 juin 2006
2. une seconde réunion du NSC à laquelle se joindront le nouvel ambassadeur irakien aux Etats-Unis (physiquement) et le premier ministre AL-MALIKI (par téléconférence) le 13 juin

9 juin

Le porte-parole du département d'Etat, Sean McCORMACK, annonce **l'intention des Etats-Unis de réunir un Groupe de Contact sur la Somalie** afin d'arrêter la position de la communauté internationale -- puis coordonner les politiques des participants (outre les Etats-Unis, vraisemblablement l'Organisation des Nations Unies, la Norvège, la Suède, le Royaume-Uni et la Tanzanie) -- sur le soutien que les Nations Unies ont jusqu'à présent apporté au gouvernement fédéral intérimaire basé à Baidoa (280 km au nord-ouest de Mogadiscio).

L'initiative américaine suit de quatre jours la prise de la capitale (Mogadiscio) par la milice islamiste de l'Union des Tribunaux Islamiques (UTI, créée en 1994) après quatre mois de combats rapprochés contre les "ennemis de l'Islam" qu'incarne l'Alliance pour la Restauration de la Paix et Contre la Terreur (ARPCT).



Au surlendemain de l'élimination le 7 juin 2006 du commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie (Abou Moussab AL-ZARKAOUI) et alors que les autorités irakiennes imposent des couvre-feux dans Bagdad et la province instable de Diyala, le porte-parole de la Force Multinationale, le major général William B. CALDWELL, **annonce que les forces spéciales de la Coalition emmenée par les Etats-Unis conservent l'initiative par la conduite de 56 raids contre des cellules insurgées (dont 17 dans la capitale contre des cellules présumées de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie)** ayant vocation à contrecarrer le regroupement posthume du réseau d'AL-ZARKAOUI ([William CALDWELL, DoD News Briefing with Maj. Gen. William Caldwell, 9 juin 2006](#)). Localisés grâce au renseignement d'origine informatique collecté pendant les trois semaines précédant l'élimination d'AL-ZARKAOUI, plusieurs emplacements de ces cellules se sont avérés des caches pour divers systèmes d'armes, munitions et papiers d'identité.

Le général CALDWELL avait introduit son propos en insistant sur la continuité des violences -- insurrectionnelle et intercommunautaire --, la mort d'AL-ZARKAOUI pouvant au reste inciter certains groupes insurgés djihadistes à augmenter leur volume d'activité afin de démontrer leur survie.

Au cours d'une conférence de presse conjointe à Camp David, **le président George W. BUSH et le premier ministre danois Anders Fogh RASMUSSEN s'accordent pour considérer que la légitimité de l'institution policière irakienne -- laquelle procède de sa capacité à inspirer confiance à la population -- détermine dorénavant la stabilisation** de la situation en Irak ([George W. BUSH, President Bush and Prime Minister Rasmussen of Denmark Participate in Joint Press Availability](#)).

[Camp David, 9 juin 2006](#)). Modérément optimiste, M. BUSH insiste sur le caractère graduel des progrès réalisés sur le théâtre d'opérations irakien, soulignant par exemple que l'élimination du commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie (Abou Moussab AL-ZARKAOUI), si elle constitue un "revers majeur" pour cette dernière, n'achève pas "la guerre", encore moins "la violence".

MM. BUSH et RASMUSSEN convergent également sur les dossiers:

1. afghan: maintien du soutien au président "patriote" Hamid KARZAI élu le 9 octobre 2004
2. iranien: empêcher par la voie diplomatique l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire
3. et soudanais: appuyer la mission de stabilisation menée par l'Union Africaine dans la province soudanaise du Darfour

Révisant l'aide publique étrangère pour l'élaboration du budget de l'année fiscale 2007 (1er octobre 2006-30 septembre 2007), **la Chambre des Représentants décide par 373 voix contre 34 d'interrompre l'aide militaire (y compris la formation au contre-terrorisme) des Etats-Unis à destination de l'Arabie Saoudite.**

L'aide publique étrangère allouée pour les missions de stabilisation et de reconstruction en Afghanistan et en Irak s'élève respectivement à 962 et 522 millions de dollars.

Au surlendemain de l'assassinat du commandant de l'Organisation al-Qaida en Irak (Abou Moussab AL-ZARKAOUI) le 7 juin 2006, **les forces spéciales de la Coalition emmenée par les Etats-Unis conduisent 39 opérations contre des cibles insurgées** localisées grâce au renseignement d'origine informatique collecté ces dernières semaines.

La chaîne satellitaire panarabe Al Jazeera diffuse une vidéo d'Ayman AL-ZAWAHIRI dans laquelle l'idéologue numéro deux de l'organisation al-Qaida exhorte les Palestiniens à boycotter le referendum de sortie de crise organisé par le président de l'Autorité Palestinienne (AP), Mahmoud ABBAS. Ce referendum vise à dégager l'exécutif palestinien de l'impasse politique dans laquelle il se trouve, sclérosé depuis les élections législatives du 25 janvier 2006 par la mauvaise cohabitation entre le parti présidentiel (*Fatah*) et la formation dominant le Conseil Législatif et le gouvernement de l'AP (*Hamas*) -- critiqué au reste par M. AL-ZAWAHIRI pour s'être compromis dans le processus électoral. Alors que la proposition soumise à referendum comportera vraisemblablement une reconnaissance implicite de l'Etat d'Israël, M. AL-ZAWAHIRI refuse que la Palestine soit l'objet d'un "marchandage", exhortant plutôt "tout Musulman" à libérer cette "terre d'Islam", au minimum à soutenir les "frères en Palestine".

M. AL-ZAWAHIRI évoque également l'Irak, le Soudan et l'Egypte:

- concernant l'Irak, il fait l'éloge (au temps présent, signalant par-là l'antériorité de l'enregistrement) du commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie, Abou Moussab AL-ZARKAOUI, tué le 7 juin 2006, et félicite l'organisation parapluie du Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak de même que tous les combattants qui résistent à l'occupation américaine
- relativement au Soudan, il critique le projet d'intervention de l'Organisation des Nations Unies au Darfour dont l'ambition serait l'occupation et la division du pays, et -- là encore -- appelle "tout Musulman" à contrecarrer le plan des "croisés sionistes" sur les terres d'Islam
- enfin, il recommande aux magistrats égyptiens pour la satisfaction de leur revendication (l'indépendance de la justice) de renoncer aux "lois séculières" pour leur préférer l'application de la *charia*

8 juin

Au cours d'une conférence de presse conjointe avec le commandant des forces américaines et l'ambassadeur américain en Irak, respectivement le général George W. CASEY et Zalmay KHALILZAD, le premier ministre irakien Nouri Kamal AL-MALIKI **annonce que le commandant de l'organisation al-Qaida en Mésopotamie, le Jordanien Abou Moussab AL-ZARKAOUI, a été tué le 7 juin 2006 par une frappe aérienne américaine** menée près de Ba'qoûbah (deux avions F-16 armés de bombes de 230 kg), Sept de ses



collaborateurs -- notamment son conseiller spirituel le cheik Abdul Rahman, dont la traque a permis la localisation de son chef -- ont aussi trouvé la mort.

Le général CASEY qualifie l'événement de simple "étape d'un processus" et M. KHALILZAD de "succès important pour l'Irak". En revanche, s'il avertit que l'élimination de l'émir de l'organisation al-Qaida en Irak n'est pas synonyme de la réduction de cette dernière (le directeur de la branche média, Abou Maysarah AL-IRAQI, devrait désormais commander l'organisation), encore moins du mouvement insurgé, le président George W. BUSH se félicite de ce que "justice a été rendue au terroriste le plus recherché d'Irak" ([George W. BUSH, Statement by the President on Death of Abu Musab al-Zarqawi, Washington, D.C., 8 juin 2006](#)). La disparition du médiatique commandant marque pour M. BUSH tout à la fois un "revers" pour l'organisation transnationale al-Qaida, une "opportunité" pour le gouvernement irakien d'améliorer la situation sécuritaire -- partant de consolider sa légitimité -- et une "victoire" dans la "guerre globale contre la terreur".

Le fait que M. AL-MALIKI annonce peu après que les portefeuilles des ministères de la Défense, de l'Intérieur et de la Sécurité Nationale ont été pourvus -- respectivement par le général Abdul-Qadre Mohammed JASSIM (arabe sunnite), l'indépendant affilié à l'Alliance Irakienne Unie Jawad AL-BOLANI (arabe chiite) et le membre du parti Dawa Sherwan AL-WAILI (kurde chiite) -- et approuvé par le Conseil des Représentants accroît l'idée selon laquelle la livraison de M. AL-ZARKAOUI aurait été assurée par une communauté arabe sunnite doublement motivée -- par la récompense de 25 millions de dollars que promet le département d'Etat depuis le 1er juillet 2004 à quiconque aidera à la capture (vivant ou mort) de M. AL-ZARKAOUI et par l'impératif de sécuriser *via* un gage de bonne volonté ses gains politiques dans le gouvernement qui préfigure l'après-occupation.

7 juin

Le nouveau ministre italien des Affaires étrangères, Massimo **D'ALEMA**, **profite d'une visite en Irak pour annoncer que l'Italie amorcera dès ce mois de juin le retrait des troupes mobilisées sur le théâtre d'opérations irakien** dans le cadre de l'Opération *Iraqi Freedom* (2 700 militaires).

6 juin

Accompagné à Téhéran des directeurs de cabinet des ministres allemand, français et britannique des Affaires étrangères, le haut-représentant de l'Union européenne (UE) pour la Politique européenne et de sécurité commune (PESC), Javier **SOLANA**, **présente au gouvernement iranien le "paquet" de mesures incitatives (ou récompenses) et dissuasives (ou pénalités) élaboré par l'UE-3** (Allemagne, France et Grande-Bretagne au nom de l'UE) puis approuvé le 1er juin 2006 par les Etats-Unis, la Chine et la Russie (formule "P-5 + 1": cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies plus l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3), une fois surmontées les réticences de ces deux dernières. L'Iran dispose désormais d'un délai de l'ordre de semaines plutôt que de mois (vraisemblablement le sommet du G-8 qui se tient à Saint Petersburg les 15-17 juillet 2006) pour accepter ou décliner une offre similaire à celle acceptée par la Corée du nord en 1994.



le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE conditionne la participation des Etats-Unis à des discussions multilatérales avec l'Iran sur son programme nucléaire mais aussi les problématiques du terrorisme (parrainage), de l'Irak (subversion) et du Liban (obstacle au recouvrement de la souveraineté) au préalable d'une suspension "immédiate", "complète" et "vérifiable" par l'intéressé de ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires** A condition que l'Iran suspende de manière "immédiate", "complète" et "vérifiable" (Condoleezza RICE, discours du 31 mai 2006) ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires, les principales mesures incitatives que contient l'offre du "P-5+1" sont (importance décroissante):

1. la participation des Etats-Unis à des discussions multilatérales avec l'Iran sur son programme nucléaire

2. des assurances en matière de technologie nucléaire civile (pacifique), notamment une coopération nucléaire civile avec les Etats-Unis, la fourniture d'un réacteur nucléaire à eau légère par l'UE et la garantie de l'approvisionnement en combustible nucléaire
3. une densification des relations commerciales et financières
4. le soutien de la candidature iranienne à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
5. et la levée des embargos partiels américains frappant certains biens à destination de l'Iran, notamment en matière aéronautique ou de systèmes d'alerte précoce des tremblements de terre

Déoulant du référé immédiat devant le CSNU qui suivrait un refus iranien, les principales mesures dissuasives que contient l'offre du "P-5+1" sont:

1. un double embargo, sur l'exportation de certains biens et sur l'importation d'autres biens (matériels / technologies utiles pour l'exécution d'un programme nucléaire, armes)
2. le gel des avoirs des organisations et individus impliqués dans le programme nucléaire
3. la suspension de la coopération technique qu'assure l'Agence Internationale de l'Energie Atomique
4. le gel des contacts bilatéraux
5. l'interdiction de visas et de voyages pour les décideurs iraniens
6. et l'ajournement de la promesse faire à l'Iran d'une intégration prochaine au sein de l'OMC

Les décideurs et responsables iraniens semblent réagir plutôt positivement à l'offre présentée par M. SOLANA:

1. à l'issue de discussions "constructives", le négociateur en chef iranien Ali LARIJANI estime qu'elle contient des "avancées positives" même si quelques "ambiguïtés" doivent encore être dissipées
2. le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr MOTTAKI, s'engage lui à étudier sérieusement l'offre européenne

De leur côté, le président George W. BUSH perçoit la réaction iranienne comme une "réponse positive" en vue de la résolution diplomatique de la crise ([George W. BUSH, President's Remarks to the Travel Pool at Laredo Border Patrol Sector Headquarters, Laredo, Texas, 6 juin 2006](#)), tandis que le porte-parole du département d'Etat, Sean McCORMACK, rappelle que le "gouvernement iranien" dispose "de semaines, non de mois" pour "considérer" l'offre et choisir soit la "négociation", soit l'"isolation" ([Sean McCORMACK, Daily Press Briefing, Washington, D.C., 6 juin 2006](#)).

Achevant sa tournée asiatique (3-6 juin 2006) par l'Indonésie (après Singapour et le Vietnam) et à la suite d'un entretien avec le président indonésien, Susilo Bambang YUDHOYONO, et ses ministres de la défense (Juwono SUDARSONO) et de la sécurité intérieure (Widodo ADISUCIPTO), le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD qualifie de "bien pour chacun des pays" le rétablissement des liens militaires entre les Etats-Unis et l'Indonésie décidé par le département d'Etat le 22 novembre 2005.**

Ce rétablissement des liens militaires bilatéraux -- restreints dès 1991 puis interrompus lors des combats pour l'indépendance de Timor en 1999 -- avait été alors justifié par l'engagement de la "troisième plus grande démocratie du monde" -- également "voix de la modération au sein du monde musulman" -- dans la lutte contre le terrorisme auprès des Etats-Unis.

Principalement synonyme de levée de l'embargo sur les ventes d'armes, ce rétablissement des relations militaires (que M. YUDHOYONO souhaite permanent de crainte qu'une campagne de militants des droits de l'homme -- dénonçant les transgressions des droits de l'homme par une armée indonésienne manquant de professionnalisme -- ne provoque le revirement du Congrès américain) doit permettre à l'Indonésie de bénéficier d'un entraînement (en matière de gestion post-catastrophe naturelle et de sécurité maritime) et d'équipements américains (avions de transport C-130, patrouilleurs capables de surveiller les eaux territoriales de l'Etat archipélagique). En contrepartie -- même si son président avertit les Etats-Unis que le caractère centralisé d'une lutte globale contre le terrorisme inadaptée aux différents contextes nationaux alimente les "mauvaises perceptions" et aliène une partie des opinions publiques indonésienne et musulmane (selon le *Congressional Research Center*, le pourcentage des Indonésiens ayant une image favorable des Etats-Unis a chuté de 79% en 1999 à 15% en 2003) --, l'Indonésie s'engage à participer de



manière "limitée" à la *Proliferation Security Initiative*, programme mis en place le 31 mai 2003 pour prévenir la prolifération des armes de destruction massive et qui regroupe désormais une soixantaine d'Etats.

5 juin

Après quatre mois de combats rapprochés dans la capitale contre les "ennemis de l'Islam" qu'incarne l'Alliance pour la Restauration de la Paix et Contre la Terreur (ARPCT), lesquels ont tué 347 individus (majoritairement civils) et en ont blessé 1 500, la milice islamiste de l'**Union des Tribunaux Islamiques (UTI, créée en 1994) s'empare pour la première fois de Mogadiscio (Somalie)** tandis que les combattants de l'ARPCT fuient vers Jowhar.

Alors que les responsables de l'UTI mobilisent partiellement le soutien des habitants de Mogadiscio à la faveur du rétablissement de l'ordre public, le premier ministre du gouvernement intérimaire -- soutenu par les Nations Unies -- basé à Baidoa (280 km au nord-ouest de Mogadiscio), Ali Mohammed GHEDI, révoque les ministres membres de l'ARPCT puis annonce vouloir nouer un dialogue avec les responsables de l'UTI.

Composée des seigneurs de guerre locaux qui ont renversé le président Mohammed SIAD BARRE en 1991 et contre lesquels les Etats-Unis ont ensuite combattu en 1992-1993, la force de l'ARPCT n'en est pas moins désormais soutenue financièrement par ces derniers à la faveur de la lutte contre le terrorisme, la plupart des services de renseignement occidentaux estimant que des membres de l'organisation terroriste al-Qaida

appartiendraient aux cercles décisionnels de l'UTI (notamment ceux impliqués dans les attentats d'août 1998 contre les ambassades américaines du Kenya et de la Tanzanie) dont la "guerre contre les infidèles" a pour état final recherché l'instauration en Somalie d'un califat (Etat islamique, c'est-à-dire régi par la *charia*). La perte de Mogadiscio constitue par conséquent un échec de la stratégie de contre-terrorisme par procuration mise en oeuvre par les Etats-Unis.

Au cours de sa conférence de presse quotidienne, le porte-parole du département d'Etat, Sean McCORMACK, confirme que la préoccupation des Etats-Unis à l'égard d'une présence terroriste étrangère sur le territoire somalien constitue l'un des "deux piliers" -- avec la démocratisation du régime -- de la politique américaine à l'égard de la Somalie ([Sean McCORMACK, Daily Press Briefing, Washington, D.C., 5 juin 2006](#)).



Les responsables irakiens de la sécurité dans Bagdad rapportent que **des hommes armés revêtus de l'uniforme des commandos de la police ont enlevé au moyen d'une douzaine de camionnettes 56 employés et clients des différentes compagnies de transport routier**, dont les sièges se trouvent rue Salihya, dans le centre de Bagdad à deux kilomètres de la Zone Verte.

4 juin

A l'occasion d'une conférence de presse à Kaboul, le commandant de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS) depuis mai 2003, le lieutenant général britannique David **RICHARDS, souligne les changements tactiques et opératifs qui interviendront dès juillet 2006 lors du transfert de la responsabilité de la sécurité dans les six provinces du sud de l'Afghanistan (Phase III) du CFC-A (Combined Force Command -- Afghanistan, coalition multinationale emmenée par les Etats-Unis dans le cadre de l'Opération Enduring Freedom; mission de contre-terrorisme) à la FIAS de l'OTAN (mission de stabilisation et de reconstruction à laquelle 36 Etats participent -- en particulier la Grande-Bretagne, le Canada et les Pays-Bas).**

Premièrement, considérant le manque d'effectifs du CFC-A dans le sud afghan (3 000 militaires) alors même que les provinces y connaissent une augmentation du volume des activités insurgées et terroristes (et en dépit de l'augmentation de 18 000 à 23 000 du total des militaires américains engagés sur le théâtre d'opérations afghan dans le cadre de l'OEF), le commandant RICHARDS annonce que la FIAS

déployera 6 000 militaires (le total des militaires de la FIAS engagés sur le théâtre afghan passant de 9 000 à 17 000).

Deuxièmement, considérant l'incompréhension américaine pour le contexte historico-culturel, le manque de respect pour les sensibilités locales, le caractère agressif des techniques, tactiques et procédures employées par le CFC-A (frappes aériennes, perquisitions à domicile, infractions routières de crainte des embuscades, etc.), le commandant RICHARDS prévoit de prendre "plus de risque" afin de remplir la mission de stabilisation et de reconstruction incombant à la FIAS, en multipliant les interactions avec une population locale dont le soutien doit être remobiliser alors qu'elle est aliénée par les tueries accidentelles de civils et l'emprise renouvelée des insurgés taliban.

Il précise toutefois que le comportement "amical" (*friendly*) des militaires de la FIAS s'arrêtera précisément là où commencera l'engagement des opposants à la stabilisation.

Quelques jours après la signature d'un accord de commerce bilatéral (31 mai 2006) préfigurant l'adhésion vietnamienne à l'Organisation Mondiale du Commerce, le secrétaire à la Défense, Donald H. RUMSFELD, se trouve au Vietnam afin d'intensifier la relation bilatérale de défense entre Washington et Hanoï, notamment en matière d'échanges pour la formation et l'entraînement des militaires (programme IMET pour *International Military Education and Training*).

Du point de vue américain, cette deuxième visite d'un secrétaire à la Défense depuis la terminaison de la guerre du Vietnam (30 avril 1975 avec la prise d'Hanoï marquant la chute de l'allié sud-vietnamien des Etats-Unis) s'inscrit dans un double cadre élargi:

1. d'abord le parachèvement de la normalisation des relations avec le Vietnam, puissance moyenne en devenir membre de l'Association des Nations du Sud-Est Asiatique -- ANSEA (les relations diplomatiques ont été normalisées en 1995)
2. ensuite le redéploiement de défense régional (PACOM) et global de l'armée américaine, lequel est induit par le nouvel environnement stratégique incertain et ses impératifs de flexibilité, mobilité et létalité accrues (allègement du volume des bases solides et multiplication des structures légères pré-positionnées): d'où la revitalisation des relations militaires avec la Corée du sud ainsi que le Japon ou l'établissement de celles-ci avec la Mongolie

Du point de vue vietnamien, la démarche s'explique aussi doublement:

1. d'abord, redoutant la montée en puissance générale chinoise et l'opacité de la modernisation militaire de l'Armée Populaire de Libération, le Vietnam recherche des contrepoids extra-régionaux afin de contrebalancer l'hégémonie régionale chinoise
2. ensuite, profitant de l'ambivalence de la relation bilatérale sino-américaine, le Vietnam escompte marchander ses soutiens au plus offrant

Au cours d'une interview radiodiffusée célébrant le 17ème anniversaire de l'ayatollah Ruhollah KHOMEINI, le dirigeant suprême iranien, l'ayatollah Ali KHAMENEI qualifie de "mensonge" l'idée selon laquelle la communauté internationale présenterait dorénavant un front uni à l'Iran: ce consensus de "quelques pays monopolistes" est d'autant plus dépourvu de valeur pour M. KHAMENEI que 116 pays du Mouvement des Non Alignés (Assemblée Générale des Nations Unies) soutiendraient les progrès récemment réalisés par l'Iran en matière de technologie nucléaire.

Après avoir précisé que Téhéran n'initiera pas un conflit armé, M. KHAMENEI avertit que "mauvais mouvement" -- notamment une invasion de l'Iran -- aurait pour conséquence l'insécurisation des "flux énergétiques dans la région" du golfe (arabo-)persique, vraisemblablement au point de passage du détroit d'Ormuz.

Le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE réagit aux propos du dirigeant suprême sur Fox News ("Fox News Sunday") en recommandant de ne pas attacher trop d'importance aux nombreux messages souvent



contradictoires des autorités iraniennes et de se préoccuper plutôt de la réponse ferme et définitive que la communauté internationale attend de l'Iran au cours des prochaines semaines.

Après l'éviction lors du premier tour (9 avril 2006) du candidat démocrate-chrétien libéral de l'Union Nationale (centre droit, démocratie chrétienne, créée en 2001) et favori de l'administration BUSH (favorable au maintien de l'accord de libre-échange américano-péruvien signé en décembre 2005), Lourdes FLORES, **le second tour de l'élection présidentielle péruvienne oppose le commandant de l'armée à la retraite Ollanta HUMALA (nationaliste populiste anti-élite), arrivé en tête au premier tour du 9 avril 2006 et dont le parti a remporté les élections législatives du même jour (41 sièges sur 120), à l'ancien président Alan GARCIA (socio-démocrate).**

Déterminé par les personnalités concurrentes plutôt que leurs programmes, ayant pour principal objet la réduction de la pauvreté (54% des 28 millions de Péruviens vivent en dessous du seuil de pauvreté selon le rapport du PNUD 2006) et le clivages promoteurs/contempteurs du libre marché et urbains/ruraux (les premiers s'identifiant davantage que les seconds à M. GARCIA qu'à M. HUMALA et inversement), le scrutin présidentiel (vote obligatoire pour les 16 millions d'électeurs) se déroule dans un contexte de crise institutionnelle et politique qui se double de la montée du chômage (9,7% de la population active en 2005) et du discrédit dont est frappé le président sortant Alejandro TOLEDO -- lui même poursuivi par la justice -- dans sa lutte contre la corruption.

D'abord, le commandant de l'armée à la retraite Ollanta HUMALA (43 ans). Candidat de l'Union pour le Pérou (nationalisme, populisme et antisystème, créé en 1994), dépourvu d'expérience de gouvernement (la virginité politique est parfois un atout dans une campagne populiste) hormis la participation à une tentative de coup d'Etat en 2000 contre le président Alberto FUJIMORI, faisant par ailleurs l'objet d'une enquête (déclenchée par les accusations de torture pratiquée lorsqu'il commandait en 1992 une base contre-insurrectionnelle chargée d'engager le groupe armé du Sentier Lumineux), M. HUMALA est un nationaliste populiste anti-élite (anti-establishment) qui critique à la fois la classe et le système politiques et dont le programme électoral vise:

- en politique intérieure:
 1. la renégociation des contrats en cours (hausse des taxes) des compagnies pétrolières et minières étrangères (le Pérou est le 3ème producteur mondial de cuivre et possède les 5ème ressources en or devant la Russie), voire la nationalisation de ces secteurs stratégiques de l'économie (les matières premières représentent plus de 50% des revenus à l'exportation)
 2. la révision de la Constitution
 3. l'éradication du crime et de la corruption
- en politique extérieure:
 1. l'alignement sur les politiques étrangères vénézuéliennes et boliviennes plus (Hugo CHAVEZ) ou moins (Evo MORALES) anti-hégémonie américaine (M. HUMALA est explicitement soutenu par M. CHAVEZ, soutien cependant dommageable puisque les rivaux du premier mais aussi une opinion publique appréciant les Etats-Unis taxent le second d'ingérence)
 2. la révision de l'accord de libre-échange signé avec les Etats-Unis en décembre 2005 (les Etats-Unis en ont également signé avec la Colombie et l'Equateur)



3. la révision des programmes parrainés par les Etats-Unis pour l'éradication de la culture de la feuille de coca (le Pérou est le 2nd producteur de feuille de coca après la Bolivie)

4. et le rétablissement des droits de douanes sur les importations en provenance de la Chine

Ensuite, l'ancien président (1985-90) Alan GARCIA (57 ans) en tête dans les sondages pré-électoraux. Candidat socio-démocrate de l'Alliance Révolutionnaire Populaire Américaine (ARPA, centre gauche, sociale démocratie, créée en 1924), il pâtit de l'échec d'une présidence marquée par l'hyperinflation (7 000%) et la radicalisation de l'organisation rebelle du Sentier Lumineux. M.

GARCIA s'efforce toutefois de se démarquer de son rival, parvient à capitaliser sur le soutien dommageable qu'apporte à son adversaire M. CHAVEZ, s'engage à juguler le déficit public et à honorer l'accord de libre-échange américano-péruvien signé en décembre 2005.

Alors que seuls 77% des votes sont comptabilisés en fin de soirée électorale, M. HUMALA concède la victoire à M. GARCIA. Avec environ 55% des suffrages exprimés, ce dernier aurait bénéficié du report des voix des électeurs ayant voté pour Mme FLORES en avril et du rejet de M. HUMALA pour un moindre mal. Si les résultats sont confirmés, M. GARCIA prendra ses fonctions en juillet 2006.

3 juin

Des hommes armés enlèvent quatre membres du personnel de l'ambassade russe de Bagdad dans le quartier de Mansour (ouest de la capitale) -- après avoir tué l'un d'entre eux tentant de s'échapper --, un chauffeur et trois gardes.

Consécutivement à l'offre conditionnelle formulée le 31 mai 2006 par le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE -- participation des Etats-Unis à des discussions multilatérales avec l'Iran sur son programme nucléaire mais aussi les problématiques du terrorisme (parrainage), de l'Irak (subversion) et du Liban (obstacle au recouvrement de la souveraineté) conditionnée au préalable d'une suspension "immédiate", "complète" et "vérifiable" par l'intéressé de ses activités d'enrichissement d'uranium et de traitement des déchets nucléaires --, **les décideurs politiques iraniens infléchissent leur stratégie discursive dans le sens de la modération et de la construction.**

Certes, discourant sur la tombe de l'ayatollah Ruhollah KHOMEINI, le président Mahmoud AHMADINEJAD rejette d'emblée la condition préalable d'une suspension de l'enrichissement au motif que le droit de l'Iran à la technologie et à la puissance nucléaires est légal et définitif -- par-là même hors du champ des négociations --, défie tout Etat de vouloir menacer ou intimider la nation iranienne et annonce -- contre la volonté de ses interlocuteurs et celle du secrétaire général des Nations Unies, Kofi ANNAN -- que les termes du "paquet" de mesures incitatives et dissuasives élaboré par le groupe P-5+1 (cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies plus l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3, ce dernier regroupant l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne), qui doit être prochainement proposé à l'Iran, seront publiés en temps voulu.

Toutefois, M. AHMADINEJAD insiste sur la volonté de l'Iran de traiter entre autres "préoccupations" les problématiques de la prolifération des armes de destruction massive et de la paix. De même, le ministre des Affaires étrangères, Manouchehr MOTTAQI, profite d'une conférence de presse pour déclarer qu'une sortie de crise est "possible" avec de la "bonne volonté".

A l'occasion de la conférence annuelle des ministres de la défense qui se tient à l'Institut International d'Etudes Stratégiques de Singapour depuis 2002 (Dialogue Shangri-La), le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD prévient que les Etats-Unis surveillent "attentivement" certaines évolutions de la Fédération de Russie (crispation autoritaire), la République Populaire de Chine (opacité du budget de la défense et modernisation militaire de l'Armée de Libération Populaire) et la Corée du nord (puissance nucléaire *de facto* qui refuse de réintégrer les Pourparlers à Six sur son programme nucléaire depuis octobre 2005), dans une région -- l'Asie du sud-est -- qui perdure dans son vide institutionnel, les logiques



individuelles de positionnement de puissance continuant de prévaloir à la faveur de souverainetés nationales frileuses, alors que "la liberté [y] est de plus en plus assaillie" par les "extrémistes violents" et les "Etats voyous" ([Donald H. RUMSFELD, Remarks by Secretary Rumsfeld at the International Institute for Strategic Studies Conference, Singapour, 3 juin 2006](#)).

En matière de traitement du terrorisme, de la piraterie, de la prolifération des armes de destruction massive, du trafic de drogue et d'autres thématiques transnationales, M. RUMSFELD considère la coopération -- au sein d'organisations de préférence inclusives (les Etats-Unis ne sont membres ni de l'ANSEA, ni du Sommet de l'Asie de l'Est ni de l'Organisation de Coopération de Shanghai; ils sont membres en revanche du Forum Régional de l'ANSEA -- ARF -- et la Coopération Economique Asie-Pacifique -- APEC) -- non pas seulement "désirable" mais "décisive". Aussi s'interroge-t-il sur la volonté conjointe sino-russe d'accepter l'Iran -- pourtant "première nation terroriste au monde" -- en tant qu'observateur (et membre potentiel) au sommet annuel de l'OCS (l'OCS regroupe la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan), laquelle organisation a vocation à traiter le radicalisme terroriste.

Enfin, si l'opinion publique internationale comprendra certainement, à terme, que les forces armées américaines n'ont pas vocation à s'installer en Irak pour des motifs énergétiques (mais plutôt à quitter le théâtre d'opérations dès que les forces de sécurité irakiennes assumeront la responsabilité du maintien de l'ordre public et de la défense nationale), M. RUMSFELD admet toutefois être préoccupé de ce que la perception négative de l'Opération *Iraqi Freedom* n'aliène le public sud-asiatique à court et moyen termes.

En marge de la conférence, M. RUMSFELD s'entretient avec le ministre sud-coréen de la Défense, Yoon Kwang UNG, de la restitution à terme du commandement opérationnel de temps de guerre de l'armée sud-coréenne (la Corée du sud ayant récupéré celui de temps de paix en 1994), lequel incombe aux Etats-Unis (dans le cadre de la structure de commandement des forces conjointes) depuis la fin de la guerre de Corée (juillet 1953). Du point de vue américain, ce projet de restitution s'inscrit dans un double cadre élargi:

1. d'abord la reconfiguration de la relation bilatérale de défense avec la Corée du sud, laquelle vise notamment la responsabilisation de cette dernière en matière diplomatico-stratégique
2. ensuite le redéploiement de défense régional (PACOM) et global de l'armée américaine, lequel est induit par le nouvel environnement stratégique incertain et ses impératifs de flexibilité, mobilité et létalité accrues (allègement du volume des bases solides et multiplication des structures légères pré-positionnées): d'où la revitalisation des relations militaires avec le Japon ou l'établissement de celles-ci avec la Mongolie et le Vietnam

2 juin

A l'occasion d'un discours devant les dirigeants des agences de presse des pays du G-8 et alors qu'il avait critiqué la politique étrangère américaine lors de son discours annuel devant le parlement le 10 mai 2006, le président russe Vladimir **POUTINE réapprécie -- à quelques irritants près -- une relation bilatérale américano-russe satisfaisante aux deux plans quantitatif et qualitatif.**

Certes, M. POUTINE manifeste quelques réticences, critiquant doublement l'expansion à l'espace post-soviétique des missions (mission de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan, zone d'influence traditionnelle russe) et des adhésions (passée -- les Républiques baltes -- et à venir -- l'Ukraine) de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, ou encore réservant le soutien de la Fédération de Russie à la diplomatie américaine sur le dossier du nucléaire iranien.

Mais il souligne surtout le caractère "stratégique" des convergences entre les Etats-Unis et la Fédération de Russie -- sur la thématique du nucléaire iranien ainsi qu'en matière de lutte contre le terrorisme, de contre-prolifération et d'investissements bilatéraux -- tandis qu'il qualifie les divergences de "tactiques".

Dans une série de trois discours audio (quatre heures au total) intitulée "Avez-vous reçu le message des Chiites?" et mise en ligne par le Conseil Consultatif des Moudjahidin d'Irak, le commandant de l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie, Abou Moussab **AL-ZARKAOUI, stigmatise la communauté religieuse chiite (toutes origines ethniques confondues puisqu'il critique le président iranien**

d'origine perse, Mahmoud AHMADINEJAD, pour ses velléités anti-israéliennes) contre laquelle il exhorte la communauté sunnite à se mobiliser en vue de la confrontation.

Afin de rassembler l'*Oumma* sunnite contre les *rafidha* (terme sunnite péjoratif -- "rejectionnistes" et "renégats" -- pour désigner la communauté religieuse chiite, constitutive d'une majorité en Irak et en Iran mais de minorités dans le reste de la région, inversement pour la communauté religieuse sunnite), M. AL-ZARKAOUI les dénonce aux deux niveaux spirituel (la doctrine religieuse) et temporel (l'action politique).

Au plan spirituel, qualifiant la doctrine chiite d'hérésie -- dont les racines sont communes selon lui avec celles du judaïsme et dont l'une des principales autorités, le grand ayatollah Ali AL-SISTANI, est un "athéiste" --, M. AL-ZARKAOUI avance que la communauté chiite instrumentalise la foi musulmane dans l'unique but de conquérir le pouvoir politique. Pour vaincre les "infidèles", les apostats chiites doivent donc être combattus.

Au plan temporel, décrivant une majorité arabe chiite qui collabore avec l'occupant sur le théâtre d'opérations irakien et dont les milices liées aux formations partisans du nouveau gouvernement irakien (nommément l'Armée du Mahdi et l'Organisation Badr) "tuent", "emprisonnent", "violent" et "volent" les membres de la minorité arabe sunnite, M. AL-ZARKAOUI estime que tout promoteur de la réconciliation intercommunautaire est soit un traître à sa religion, soit un "ignorant" de l'histoire des perfidies chiites.

1^{er} juin

S'il accueille favorablement l'offre faite le 31 mai 2006 par le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE d'une participation directe des Etats-Unis à des discussions multilatérales avec l'Iran et l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne négociant au nom de l'Union européenne) sur le programme nucléaire litigieux et leurs préoccupations communes -- à condition toutefois que ces discussions se déroulent dans un cadre prédéfini --, le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr MOTTAKI, formule une **nouvelle offre ou contre-proposition en excluant la condition préalable d'une suspension "immédiate", "complète" et "vérifiable" des activités d'enrichissement d'uranium posée à l'ouverture des discussions multilatérales**, les "droits naturels" du peuple iranien au nucléaire n'étant pas négociables. Son porte-parole, Hamid Reza ASEFI, ajoute que des "négociations sans pré-condition" serait une solution.

De leur côté, le ministre britannique des Affaires étrangères, Margaret Beckett, annonce que les membres du groupe "P-5+1" (cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies plus l'Allemagne en tant que membre de l'UE-3) se sont enfin accordés à Vienne -- surmontant ainsi les réticences initiales chinoises et russes -- sur les mesures incitatives (ou récompenses) et dissuasives (ou pénalités) contenues dans le "paquet" qui doit être prochainement proposé à l'Iran, lequel disposera alors de "semaines, non mois" pour accepter ("voie positive") ou refuser (négative).

Les principales mesures incitatives sont au nombre de quatre:

1. la fourniture d'un réacteur nucléaire à eau légère
2. la garantie de l'approvisionnement en combustible nucléaire
3. la densification des relations commerciales et financières
4. et la levée des embargos partiels américains frappant certains biens à destination de l'Iran, notamment en matière aéronautique

Déoulant du référé immédiat devant le CSNU en cas de refus, les principales mesures dissuasives sont au nombre de six:

1. un double embargo, sur l'exportation de certains biens et sur l'importation d'autres biens (matériels / technologies utiles pour l'exécution d'un programme nucléaire, armes)
2. le gel des avoirs des organisations et individus impliqués dans le programme nucléaire
3. la suspension de la coopération technique assurée par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique
4. le gel des contacts bilatéraux
5. l'interdiction de visas et de voyages pour les décideurs iraniens
6. l'ajournement de la promesse faire à l'Iran d'une intégration prochaine au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce

Les parties se percevant en position dominante (le groupe P-5+1 parce qu'il est parvenu à un consensus stratégique et l'Iran non seulement parce que les Etats-Unis ont réalisé une concession en dépit de l'avancement de son programme nucléaire mais encore parce qu'il demeure convaincu de la fragilité du front adverse), chacune prétend dicter les conditions de leurs interactions à venir.

L'agence de presse nord-coréenne officielle KCNA révèle que le ministre nord-coréen des Affaires étrangères, Paek **NAM-SUN**, **conditionne l'invitation à Pyongyang de l'envoyé en chef américain pour les *Six-Party Talks*, l'assistant du secrétaire d'Etat Christopher HILL. à l'engagement des Etats-Unis de mettre "honnêtement" en oeuvre la déclaration conjointe adoptée le 19 septembre 2005 par les participants des SPT**, laquelle prévoit pour le régime nord-coréen -- en contrepartie de la renonciation à son programme nucléaire -- une aide économique, des garanties de sécurité et une reconnaissance internationale accrue.

Le régime nord-coréen a suspendu en novembre 2005 sa participation aux *Six-Party Talks* sur son programme nucléaire (les SPT regroupent Etats-Unis, Corée du nord, Corée du sud, Chine, Japon et Russie) consécutivement à l'imposition de sanctions économiques prises par les Etats-Unis en septembre 2005 -- contre une banque (Macau Bank) et huit entreprises nord-coréennes officiellement accusées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue -- et perçues comme visant à l'isoler le régime nord-coréen. Depuis, en dépit de la déclaration conjointe du 19 septembre 2005, la Corée du nord conditionne la reprise des pourparlers au retrait des sanctions tandis que les Etats-Unis maintiennent un découplage entre les SPT et les sanctions économiques, exhortant la puissance nucléaire *de facto* à renouer sans pré-conditions le fil de la négociation.

Intervenant au lendemain d'une offre américaine conditionnée de discussions multilatérales directes avec l'Iran, cette révélation reflète la croyance du régime nord-coréen dans l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité diplomatique qui pourrait lui assurer, également, une discussion directe de haut-niveau avec les Etats-Unis. Ces derniers rejettent toutefois l'offre nord-coréenne car ils refusent de bilatéraliser l'enceinte de négociations des pourparlers à six.